

CONSEIL COMMUNAL DU 25 JUIN 2015  
GEMEENTERAAD VAN 25 JUNI 2015

REGISTRE  
REGISTER

<b>Présents</b> <b>Aanwezig</b>	Georges Pollet, <i>Président du Conseil communal/Voorzitter van de Gemeenteraad</i> ; Pierre Muylle, <i>Bourgmestre ff./wnd. Burgemeester</i> ; Ali Ince, Joseph Corten, Jeanine Joannes-Wouters, Eliane Lepoivre-Daels, Fatiha Saidi, Martine Raets, Dominique Clajot, Mohamed Ridouane Chahid, <i>Echevin(e)s/Schepenen</i> ; Guy Vanhengel, Marc Bondu, Ingrid Haelvoet, Alain Vander Elst, Pascal Freson, Rachid Chikhi, Pierre Goberecht, Belma Tek, Margriet Hubrechts, Véronique Mbombo Tshidimba, David Cordonnier, Jean-Philippe Mommart, Hicham Talhi, Mohamed Kheddoumi, Sabrina Cornu, Firyan Kaplan, Laurent Ali Chaftar, <i>Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden</i> ; Dirk Borremans, <i>Secrétaire communal/Gemeentesecretaris</i> .
<b>Excusés</b> <b>Verontschuldigd</b>	Rudi Vervoort, Philippe Trousson, Karin Bouko, Ingrid Parmentier, Christian Beoziere, Fabienne Derome, <i>Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden</i> .

Ouverture de la séance à 19:30  
Opening van de zitting om 19:30

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

**SECTEUR TRAVAUX PUBLICS - SECTOR OPENBARE WERKEN**

25.06.2015/A/0001 **Convention entre l'Administration communale d'Evere et l'asbl Cat Rescue –  
Stérilisation des chats errants pour les années 2015-2016-2017-2018.**

**LE CONSEIL**, réuni en séance publique,

Considérant que le Collège des Bourgmestre et Echevins, en séance du 5 mai 2015, à désigné l'asbl Cat Rescue pour la stérilisation des chats errants;

Vu le crédit de 5.600,00€ inscrit sur la fonction 87927/332-02 du budget ordinaire de l'exercice 2015 accordant des subsides aux organismes au service des ménages;

Considérant que l'objectif de cette opération est de réduire les nuisances dues à la prolifération des chats errants;

Vu la proposition de convention;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

**DECIDE :**

**Article 1 :**

D'adopter la convention entre l'Administration communale d'Evere et l'asbl Cat Rescue - Stérilisation des chats errants pour les années 2015-2016-2017-2018.

**Article 2 :**

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 27 votes positifs.

---

**Overeenkomst tussen het gemeentebestuur van Evere en de vzw Cat Rescue – Sterilisatie van zwerfkatten voor de jaren 2015-2016-2017-2018.**

DE RAAD, vergadering in openbare zitting,

Overwegende dat het College van Burgemeester en Schepenen, in zitting van 5 mei 2015, de vzw Cat Rescue heeft aangeduid voor de sterilisatie van de zwerfkatten;

Gelet op het krediet van 5.600,00€ ingeschreven op de functie 87927/332-02 van de gewone begroting voor het dienstjaar 2015 houdende toekenning van toelagen aan de instellingen ten dienste van de gezinnen;

Overwegende dat het doel van deze actie is om de hinder te verminderen te wijten aan de vermenigvuldiging van het aantal zwerfkatten;

Gelet op het voorstel van overeenkomst;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 betreffende de regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

**BESLUIT:**

**Artikel 1:**

De overeenkomst tussen het gemeentebestuur van Evere en de vzw Cat Rescue - Sterilisatie van zwerfkatten voor de jaren 2015-2016-2017-2018 aan te nemen.

**Artikel 2:**

De beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

25.06.2015/A/0002 **Ordonnance de police temporaire relative à la circulation routière - Journée sans voiture 2015.**

Le Conseil, réuni en séance publique,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment ses articles 130*bis* et 135, § 2 ;

Vu l'accord conclu le 25 mars 2015 entre les bourgmestres des dix-neuf communes de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale ;

Considérant l'organisation par la Région de Bruxelles-Capitale de la semaine de la mobilité dont le point culminant est la « journée sans voiture » ;

Considérant que cette initiative est prise sous l'égide de l'Union européenne, que celle-ci développe depuis plusieurs années une politique invitant les autorités locales à conscientiser les citoyens sur la problématique du transport durable, que cette politique se traduit par l'organisation d'une « European mobility week » et d'une journée « In Town Without My Car » au niveau européen;

Que la commune souhaite participer à la poursuite de l'objectif régional de promotion des modes de transport actifs (la marche, le vélo) et des transports en commun et de diminution de la pollution atmosphérique et sonore;

Considérant que le 20 septembre 2015 aura lieu la « journée sans voiture » ;

Que, le 31 mars 2015, le Collège des Bourgmestre et Echevins a décidé de s'associer également à cet événement;

Qu'il convient à cet égard de déterminer de manière précise et certaine les règles de circulation qui s'appliqueront de manière temporaire lors de cet événement ;

Considérant que l'article 135, § 2, alinéa 2, 1°, de la Nouvelle loi communale charge les communes d'assurer la sécurité publique, ce qui entend tout ce qui intéresse la sûreté et la commodité du passage dans les rues, quais, places et voies publiques ;

Que la commune puise en conséquence sa compétence dans l'article 135, § 2, de la Nouvelle loi communale et, partant, dans l'article 130bis de ladite loi qui permet explicitement au Collège des bourgmestre et échevins de régler des situations temporaires relatives à la circulation routière ;

Qu'en vue de l'organisation de la « journée sans voiture » par la Région de Bruxelles-Capitale, il est nécessaire de protéger les participants à l'évènement ;

Qu'il y a lieu en effet de prévenir les risques engendrés par une présence massive de participants sur les voiries bruxelloises ;

Que l'ampleur de l'évènement nécessite l'adoption de mesures interdisant la circulation sur l'ensemble du territoire des 19 communes de la Région de Bruxelles-Capitale, dont celui de la commune d'Evere ;

Qu'il est plus approprié de sécuriser une seule zone que plusieurs zones qui nécessiteraient un dispositif de déviation et d'information des participants plus important.

Que la diminution du nombre de voitures sur la voirie participe à l'objectif de conscientisation des citoyens à l'usage de modes alternatifs de transports ;

Que la présente ordonnance est prise dans un objectif de prévention quant aux troubles qui pourraient survenir sur la voie publique, du fait de la présence massive des piétons, cyclistes et de tous autres usagers lors de cette journée ;

Que même si les règles du code de la route restent applicables, le principe de précaution impose que les autorités communales mettent tout en œuvre pour préserver la tranquillité et la sécurité des citoyens et des participants ;

Que restreindre la circulation automobile pour assurer la sécurité des participants durant le temps de l'évènement revient à régler une situation temporaire au sens de l'article 130bis précité ;

Considérant que seul le Collège des bourgmestre et échevins est compétent pour adopter une telle ordonnance ;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

### **Décide:**

#### **Article 1:**

La circulation automobile est interdite sur tout le territoire de la commune le 20 septembre 2015 de 9 heures 30 à 19 heures.

Par circulation automobile, on entend la circulation des véhicules à moteur au sens de l'article 2.16 de l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière.

#### **Article 2:**

§ 1<sup>er</sup>. Sont néanmoins autorisés à circuler :

1° les véhicules de sociétés de transport en commun ;

2° les taxis équipés, sur leur toit, d'un voyant lumineux (spoutnik) inamovible avec l'inscription TAXI ;

3° les véhicules des services de secours ;

4° les autocars ;

5° les véhicules d'utilité publique ;

6° les véhicules de médias siglés ;

7° les véhicules de type minibus (8 +1 places) siglés HORECA ;

8° les handicapés munis de la carte spéciale prévue à l'article 27.4.3 d de l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière ;

9° les véhicules munis d'une plaque immatriculée CD (corps diplomatique) pour autant qu'ils transportent effectivement un diplomate ou que le chauffeur dispose d'une feuille de route ou d'un ordre de mission.

Sont également autorisées à circuler les personnes munies de l'autorisation visée à l'article 3.

§ 2. Les véhicules autorisés à circuler ne peuvent dépasser la vitesse de 30 km/h.

Les conducteurs, sauf ceux des véhicules mentionnés dans l'art. 2, doivent apposer sur la face interne du pare-brise, ou à défaut, sur la partie avant du véhicule, l'autorisation visée à l'article 3.

Toutes les autres dispositions du Code de la route restent applicables.

#### **Article 3:**

§ 1<sup>er</sup>. L'autorité communale peut délivrer une autorisation de circuler à toute personne qui en fait la demande et qui démontre l'absolue nécessité d'utiliser son véhicule à moteur le jour de l'évènement.

L'autorisation indique l'heure présumée d'entrée sur le territoire ou de départ du trajet et l'heure présumée de sortie du territoire ou d'arrivée du trajet.

§ 2. L'autorisation délivrée par l'autorité communale d'une autre commune de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale est également valable sur le territoire de la commune d'Evere.

**Article 4:**

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 27 votes positifs.

---

**Tijdelijke politieverordening betreffende het wegverkeer - Zonder auto mobiel in de stad 2015.**

De Raad, vergaderd in openbare zitting,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, met name de artikelen 130bis en 135, §2;

Gelet op het akkoord gesloten op 25 maart 2015 tussen de burgemeesters van de 19 gemeenten van het administratieve arrondissement Brussel-Hoofdstad;

Overwegende de organisatie door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van de "Week van Vervoering", met als hoogtepunt de dag "zonder auto mobiel in de stad";

Overwegende dat dit initiatief genomen wordt onder de bescherming van de Europese Unie, dat deze sinds verscheidene jaren een beleid voert dat de lokale overheden aanmoedigt om de burgers bewust te maken voor duurzaam vervoer, dat dit beleid zich vertaalt in de organisatie van een "European Mobility Week" en een dag "In Town Without My Car" op Europees niveau;

Dat de gemeente wil meewerken aan het bewerkstelligen van de gewestelijke doelstelling van bevordering van de actieve vervoersmodi (te voet, te fiets) en het openbaar vervoer en beperking van luchtvervuiling en lawaaihinder;

Dat op 20 september 2015 de dag "zonder auto mobiel in de stad" plaatsvindt;

Dat de College van Burgemeester en Schepenen op 31 maart 2015 beslist heeft zich eveneens bij dit evenement aan te sluiten;

Dat in dat opzicht precies en duidelijk bepaald dient te worden wat de verkeersregels zijn die tijdelijk van toepassing zullen zijn bij dit evenement;

Overwegende dat artikel 135, § 2, 2<sup>e</sup> lid, 1<sup>o</sup>, van de Nieuwe Gemeentewet de gemeenten belast met alles wat openbare veiligheid aangaat, meer bepaald alles wat verband houdt met een veilig en vlot verkeer op straten, kaden, pleinen en openbare wegen;

Dat de gemeente zich bijgevolg beroept op haar bevoegdheid overeenkomstig artikel 135, § 2, van de Nieuwe Gemeentewet, uitgaande van artikel 130bis van de voorgenoemde wet, die het college van burgemeester en schepenen uitdrukkelijk toelaat om tijdelijke situaties met betrekking tot het wegverkeer te regelen;

Dat het met het oog op de organisatie van de dag “zonder auto mobiel in de stad” door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, noodzakelijk is de deelnemers aan het evenement te beschermen;

Dat de risico's voorkomen moeten worden die teweeggebracht worden door een massale aanwezigheid van deelnemers op de Brusselse wegen;

Dat de omvang van het evenement de goedkeuring vergt van maatregelen tot het verbod van het verkeer op het grondgebied van de 19 gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, waaronder dat van gemeente Evere;

Dat het gepaster is één zone te beveiligen dan verschillende zones, waarbij meer omleidingen en informatie voor de deelnemers vereist zouden zijn;

Dat de daling van het aantal voertuigen op de weg bijdraagt tot de bewustmaking van de burgers voor het gebruik van alternatieve vervoermiddelen;

Dat de onderhavige verordening genomen wordt met het oog op preventie van eventuele onrust op de openbare weg, door de massale aanwezigheid van voetgangers, fietsers en alle andere gebruikers op die dag;

Dat ook al blijven de regels van het verkeersreglement van toepassing, het voorzorgsbeginsel stelt dat de gemeentelijke overheid alles in het werk moet stellen om de rust en veiligheid van de burgers en de deelnemers te vrijwaren;

Dat het beperken van het autoverkeer ter bescherming van de veiligheid van de deelnemers tijdens het evenement neerkomt op de regeling van een tijdelijke situatie in de zin van voornoemd artikel 130bis;

Overwegende dat enkel het college van burgemeester en schepenen bevoegd is om een dergelijke verordening goed te keuren;

Gelet op het artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

## **Besluit:**

### **Artikel 1:**

Het autoverkeer is verboden over het hele gemeentelijke grondgebied op 20 september 2015 van 9 uur 30 tot 19 uur.

Onder autoverkeer verstaat men het verkeer met motorvoertuigen in de zin van het artikel 2.16 van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie over het wegverkeer.

### **Artikel 2:**

§ 1. Krijgen evenwel de toelating om te rijden:

- 1° voertuigen van openbare vervoersmaatschappijen;
- 2° Taxi's uitgerust op het dak met een onverplaatsbare lichtbak (spoetnik) met het opschrift “TAXI”;
- 3° voertuigen van nooddiensten;
- 4° autocars;
- 5° voertuigen van openbaar nut;
- 6° mediavoertuigen die als dusdanig herkenbaar zijn (logo, etc.);

7° voertuigen van het type minibus (8+1 plaatsen) gebruikt door HORECA en die als dusdanig herkenbaar zijn (logo, etc.);

8° de personen met een handicap in het bezit van de speciale kaart voorzien in artikel 27.4.3.d. van het koninklijk besluit van 1 december 1975 betreffende het algemeen reglement over de politie van het wegverkeer;

9° voertuigen voorzien van een CD-nummerplaat (diplomatiek corps) voor zover deze effectief een diplomaat vervoeren of de bestuurder een bewijs van zijn opdracht kan voorleggen.

Krijgen eveneens de toelating om te rijden de personen in het bezit van het in artikel 3 bedoelde doorgangsbewijs.

§ 2. De voertuigen die de toelating hebben om te rijden, mogen niet sneller rijden dan 30 km/u.

De bestuurders, met uitzondering van de bestuurders van de in artikel 2 vermelde voertuigen, moeten op de binnenkant van de voorruit, of als er geen voorruit is, op het voorste gedeelte van het voertuig, het in artikel 3 bedoelde doorgangsbewijs aanbrengen.

Alle andere bepalingen van het verkeersreglement blijven van toepassing.

### **Artikel 3:**

§ 1. De gemeentelijke overheid kan een doorgangsbewijs uitreiken aan iedere persoon die daartoe een aanvraag indient en die aantoonde dat hij een absolute noodzaak heeft om zijn motorvoertuig te gebruiken op de dag van het evenement.

Het bewijs vermeldt het vermoedelijke uur van de toegang tot het grondgebied of de aanvang van de verplaatsing en het vermoedelijke uur van het verlaten van het grondgebied of de beëindiging van de verplaatsing.

§ 2. Het bewijs dat uitgereikt werd door de gemeentelijke overheid van een andere gemeente van het administratieve arrondissement Brussel-Hoofdstad, geldt ook op het grondgebied van de gemeente Evere.

### **Artikel 4:**

De beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

25.06.2015/A/0003 **Convention entre la Ville de Bruxelles et la commune d'Evere afin de permettre aux Everois de faire usage du site d'abattage temporaire de la Ville.**

LE CONSEIL, réuni en séance publique,

Considérant que la fête du sacrifice 2015 se déroule le 24 septembre;

Vu l'absence d'aménagement adéquat au sein du territoire communal pour procéder à l'abattage rituel des animaux;

Considérant que la Ville de Bruxelles a proposé un site d'abattage situé au 95, Quai des Usines à 1000 Bruxelles, conforme aux normes de santé et d'hygiène aux communes;

Considérant que la Ville de Bruxelles a permis de faire usage de son site temporaire d'abattage moyennant une participation financière de la commune d'Evere;

Considérant que la participation financière à charge de la commune est fixée à 80,00 EUR par mouton, avec un forfait minimum de 1.600,00 EUR;

Considérant qu'un budget de 2.800,00 EUR (F. 79027/435-01) est disponible pour la participation financière de la commune d'Evere;

Considérant que la commune d'Evere s'associe avec la Ville de Bruxelles depuis 2006 dans le cadre de la fête du sacrifice;

Vu le projet de convention précité;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

#### **DECIDE :**

##### **Article 1 :**

D'approuver la convention dans le cadre de la fête du sacrifice du 24 septembre 2015 entre la ville de Bruxelles et la commune d'Evere, en annexe.

##### **Article 2 :**

D'imputer cette dépense sur la fonction 79027/435-01 du budget ordinaire de l'exercice 2015.

##### **Article 3 :**

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de la tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 27 votes positifs.

---

#### **Overeenkomst tussen de Stad Brussel en de gemeente Evere teneinde de Everenaars de mogelijkheid te bieden de tijdelijke slachtplaats van de stad Brussel te gebruiken.**

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting;

Overwegende dat het Offerfeest 2015 op 24 september zal plaats vinden;

Gelet op de afwezigheid van gepaste inrichtingen op het gemeentelijk grondgebied voor het ritueel slachten van dieren;

Overwegende dat de Stad Brussel een slachtsite heeft voorgesteld in overeenstemming met de huidige gezondheids- en hygiënische normen, Werkhuizenkaai, 95 te 1000 Brussel;

Overwegende dat de Stad Brussel het gebruik heeft toegestaan van zijn tijdelijke



slachtsite mits een financiële bijdrage van de gemeente Evere;

Overwegende dat de financiële deelname van de gemeente 80,00 EUR per geslacht schaap bedraagt, met een forfaitair minimum van 1.600,00 EUR;

Overwegende dat er 2.800,00 EUR (F. 79027/435-01) in het gemeentelijk budget beschikbaar is voor de financiële deelname van de gemeente Evere;

Overwegende dat de gemeente Evere en de Stad Brussel sinds 2006 samenwerken inzake het Offerfeest;

Gelet op het voorliggende ontwerp van overeenkomst;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Op voorstel van het College en Burgemeester en Schepenen.

### **BESLUIT:**

#### **Artikel 1 :**

De overeenkomst over het offerfeest van 24 september 2015, tussen de Stad Brussel en de gemeente Evere, in bijlage, goed te keuren.

#### **Artikel 2 :**

Deze uitgave te boeken op functie 79027/435-01 van de gewone begroting van het dienstjaar 2015.

#### **Artikel 3 :**

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

### 25.06.2015/A/0004 **Elaboration du plan communal de développement 2013-2018.**

**LE CONSEIL**, réuni en séance publique,

Vu les articles 31 à 37 du code bruxellois de l'aménagement du territoire relatifs au plan communal de développement;

Vu que le premier plan communal de développement a fait l'objet d'un arrêté d'approbation par le Gouvernement en date du 05/07/2005, que les objectifs généraux et principaux décrits dans le plan ont été pour la plupart réalisés ou sont devenus dépassés;

Vu que les objectifs et stratégies régionales notamment en matière de développement durable ne figuraient pas ou peu dans le PCD approuvé en 2005;

Vu que depuis la première étude du PCD (dossier de base en 1997) la population

éveroise est passée de 30.000 habitants au 31/12/1996 à 38.271 habitants au 31/12/2014, que les besoins des habitants et des usagers de la commune ont évolué;

Vu l'évolution significative à observer dans la commune en matière de construction de logements neufs;

Considérant que dans le cadre de la procédure d'octroi de la subvention, la décision motivée du conseil communal d'élaborer un plan communal de développement doit accompagner la demande de subvention;

Considérant que le conseil communal a déjà fixé en date du 24/04/2014 les conditions de marché de services pour la mission d'auteur de projet du plan. Le collège a ensuite attribué, en séance du 13/11/2014, le marché de services à la sprl BRAT, rue de Dautzenberg 43 à 1050 Bruxelles, pour un montant de 99.171,60 € TVA comprise;

Considérant que conformément à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à l'octroi de subventions aux communes pour l'élaboration du plan, la désignation de l'auteur de projet doit être confirmée par le conseil communal;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles -Capitale;

Sur proposition, du Collège des Bourgmestre et Echevins,

## **DECIDE :**

### **Article 1 :**

D'approuver l'élaboration du second plan communal de développement pour la période 2013-2018 et de confirmer la désignation de l'auteur de projet agréé, soit la sprl BRAT.

### **Article 2 :**

De transmettre la délibération au pouvoir subsidiant, Bruxelles développement urbain, dans le cadre de la procédure d'octroi de la subvention aux communes pour l'élaboration du plan communal de développement.

### **Article 3 :**

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 27 votes positifs.

---

## **Uitwerking van het Gemeentelijk Ontwikkelingsplan 2013-2018.**

**DE RAAD**, vergaderd in openbare zitting;

Gelet op de artikelen 31 tot 37 van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening betreffende het gemeentelijk ontwikkelingsplan;

Gelet op het feit dat het eerste gemeentelijk ontwikkelingsplan bij besluit van 5 juli 2005 door de regering goedgekeurd is, dat de algemene en belangrijkste doelstellingen

die in het plan beschreven worden, grotendeels gerealiseerd zijn of achterhaald zijn;

Gelet op het feit dat de gewestelijke doelstellingen en strategieën, met name op het vlak van duurzame ontwikkeling, niet of slechts beperkt voorkomen in het gemeentelijk ontwikkelingsplan dat in 2005 goedgekeurd is;

Gelet op het feit dat sinds de eerste studie voor het gemeentelijk ontwikkelingsplan (basisdossier uit 1997) de Everse bevolking toegenomen is van 30.000 inwoners op 31 december 1996 tot 38.271 inwoners op 31 december 2014, dat de noden van de bewoners en de gebruikers van de gemeente geëvolueerd zijn;

Gelet op de belangrijke evolutie op het vlak van nieuwe woningbouw die in de gemeente vastgesteld kan worden;

Overwegende dat in het kader van de procedure voor de toekenning van de subsidie, de gemotiveerde beslissing van de gemeenteraad om een gemeentelijk ontwikkelingsplan uit te werken, bij de subsidieaanvraag gevoegd moet worden;

Overwegende dat de gemeenteraad op 24 april 2014 de voorwaarden van de opdracht voor diensten van projectontwerper van het plan goedgekeurd heeft; dat het college vervolgens, in zitting van 13 november 2014, de opdracht voor diensten gegund heeft aan de bvba BRAT, Dautzenbergstraat 43 in 1050 Brussel, voor een bedrag van 99.171,60 euro inclusief btw;

Overwegende dat overeenkomstig het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering inzake de toekenning van toelagen aan de gemeenten voor de opmaak of wijziging van hun gemeentelijk ontwikkelingsplan, de aanstelling van de projectontwerper bevestigd moet worden door de gemeenteraad;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen,

## **BESLIST:**

### **Artikel 1:**

De uitwerking van het tweede gemeentelijk ontwikkelingsplan voor de periode 2013-2018 goed te keuren en de aanstelling van de erkende projectontwerper, namelijk de bvba BRAT, te bevestigen.

### **Artikel 2:**

De beraadslaging over te maken aan de subsidiërende overheid, namelijk Brussel Stedelijke Ontwikkeling, in het kader van de procedure voor de toekenning van subsidies aan de gemeenten voor de uitwerking van het gemeentelijk ontwikkelingsplan.

### **Artikel 3:**

Deze beraadslaging op te nemen in de lijst van de beraadslagingen die overgemaakt moet worden aan de toezichthoudende overheid.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

25.06.2015/A/0005 **Station de relais de télécommunication avenue des Anciens Combattants 300 -  
Contrat de Bail.**

Le Conseil, réuni en séance publique,

Vu le contrat d'occupation pour le placement d'une station relais de radiocommunication avec les mobiles, approuvé par le Conseil communal en séance du 19 février 1998;

Considérant qu'en 2013 les antennes ont du être remplacées afin de se conformer à la nouvelle réglementation de l'IBGE en matière de permis d'environnement;

Considérant que ce remplacement nécessite un investissement conséquent et que dès lors il n'est plus indiqué de maintenir la clause que l'occupation est consentie à titre précaire et révocable avec préavis de six mois;

Vu la proposition d'un nouveau contrat en annexe;

Considérant qu'en échange d'un contrat d'une durée de 20 ans le loyer de € 3.999,14 (FB 120.000 indexé) passe à € 8.000 (à indexer);

Vu l'article 232 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

**DECIDE :**

Article 1:

D'approuver le contrat de bail entre la Commune d'Evere et la sa MOBISTAR concernant les droits et emplacements liés à l'installation du relais de télécommunication, Avenue des Anciens Combattants n° 300 à Evere.

Article 2:

D'inscrire les recettes y afférentes à la fonction 421/16105 du budget ordinaire.

Article 3:

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 27 votes positifs.

---

**Relaisstation voor telecommunicatie gelegen op Oud-Strijderslaan 300 -  
Huurovereenkomst.**

De gemeenteraad, in openbare zitting,

Gezien de gebruiksovereenkomst voor het plaatsen van een relaisstation voor telecommunicatie met de mobiele toestellen, goedgekeurd door de gemeenteraad in zitting van 19 februari 1998;

Overwegende dat in 2013 de antennes dienden vervangen te worden om zich conform te stellen met de nieuwe regelgeving van het BIM inzake milieuvergunningen;

Overwegende dat de vervanging een zeer belangrijke investering vergt en dat het bijgevolg niet meer aangewezen is om de clauseule te handhaven ten precaire en herroepbare titel met een opzegtermijn van zes maanden;

Overwegende dat in ruil voor een contract met een looptijd van 20 jaar de huur van € 3.999,14 (BF 120.000 geïndexeerd) gebracht wordt op € 8.000 (te indexeren);

Gezien artikel 232 van de nieuwe gemeentewet;

Gezien artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 met betrekking tot de regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

### **BESLUIT :**

#### Artikel 1:

De huurovereenkomst tussen de gemeente Evere en de nv MOBISTAR met betrekking tot de rechten en de plaatsen verbonden aan de installatie van een relaisstation voor telecommunicatie, Oud-Strijderslaan nr 300 in Evere, goed te keuren.

#### Artikel 2:

De hieraan verbonden inkomsten in te schrijven op de functie 421/16105 van de gewone begroting.

#### Artikel 3:

Deze beraadslaging op te nemen in de lijst van beraadslagingen die doorgestuurd wordt aan de voogdij.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

### 25.06.2015/A/0006 **Crèche Léonardo - proposition de contrat de location.**

Le Conseil, réuni en séance publique,

Vu le Plan Ecoles 2014-2018 adopté par le Collège des Bourgmestre et Echevins en séance du 22 juillet 2014 et l'approbation du principe de la création d'une crèche de 42 places à l'étage supérieur de l'aile située le long de la Chaussée de Haecht du complexe Léonardo dont la construction s'est terminée en mai 2015 et pour lequel les aménagements de l'étage supérieur sont en cours et devraient se terminer courant novembre 2015;

Vu le projet de bail transmis par le promoteur immobilier ING Real Estate qui fait une offre à la Commune pour la prise en location pendant 15 ans (reconductible) de cette surface aménagée en crèche;

Considérant que ce bail contient les éléments essentiels suivants :

Que le contrat de bail soumis au Collège est conclu avec la société ING REAL ESTATE EVERE, promoteur disposant d'un droit d'emphythéose sur le terrain;

Qu'il a pour objet la location d'une surface d'environ 675 m<sup>2</sup> à usage de crèche (accueil de la petite enfance 0-3 ans) située au dernier niveau (13.90) du complexe immobilier polyvalent Léonardo, sis avenue Jules Bordet, 1;

Qu'en vertu de l'article 3.1 du contrat de bail, il est conclu pour une durée de 15 ans, prenant cours à la date de mise à disposition des lieux loués au Preneur, soit au 30 novembre 2015 ;

Que le loyer de base est convenu à hauteur de € 142/m<sup>2</sup>, soit la somme de € 7.987,50/mois (art. 5) indexable annuellement;

Que ce loyer, compte tenu du bâtiment, de sa localisation et de son état entièrement neuf, est inférieur au prix du marché;

Qu'outre le loyer, le montant de la provision pour charges communes est fixée en vertu de l'article 8 de la convention à hauteur de : € 3/m<sup>2</sup>/an pour les Parties Communes Générales et à € 1/m<sup>2</sup>/an pour les Parties Communes Spéciales;

Considérant, pour le surplus, qu'il est renvoyé aux dispositions dudit contrat de bail;

Sous réserve de l'adoption de la modification budgétaire devant intégrer le premier loyer et les charges de décembre 2015;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

#### **DECIDE :**

##### Article 1:

D'approuver la convention de location avec la société ING REAL ESTATE EVERE, inscrite à la Banque Carrefour des Entreprises sous le numéro 0860.430.184, dont le siège social est établi à 1000 Bruxelles, Avenue des Arts 46 boîte 3.

##### Article 2:

De comptabiliser la dépense à l'article 8445517/126-01 des différents exercices.

##### Article 3:

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 27 votes positifs.

---

#### **Kinderkribbe Léonardo - voorstel van huurovereenkomst.**

De Raad, vergaderd in openbare zitting,

Gezien het scholenplan 2014-2018 aangenomen door het College van Burgemeester en Schepenen op 22 juli 2014 en de goedkeuring van het principe van het creëren van een kinderdagverblijf van 42 plaatsen op de bovenste verdieping van de vleugel van het Leonardocomplex langsheen de Haachtsesteenweg, waarvan de bouw werd beëindigd in mei 2015 en waarvan de inrichting van de bovenste verdieping aangevat is en zou moeten beëindigd zijn in de loop van november 2015;

Gezien het voorstel van huurovereenkomst, overgemaakt door de promotor ING Real Estate, die aan de gemeente het huren voor een periode van 15 jaar (hernieuwbaar) voorstelt van deze oppervlakte ingericht als kinderdagverblijf;

Overwegende dat deze overeenkomst volgende essentiële elementen bevat:

Dat het voorstel van overeenkomst dat voorgelegd wordt aan het College uitgaat van de nv ING REAL ESTATE EVERE, promotor, die beschikt over een erfpacht op deze grond;

Dat de overeenkomst betrekking heeft op een oppervlakte van ongeveer 675 m<sup>2</sup> te gebruiken als kinderdagverblijf (opvang van kleine kinderen 0-3 jaar) gelegen op het laatste niveau (13.90) van het polyvalente immobiliëncomplex Leonardo, Jules Bordetlaan 1;

Dat in toepassing van artikel 3.1 van deze overeenkomst deze wordt afgesloten voor de duur van 15 jaar, met aanvang op de dag van de terbeschikkingstelling van de gehuurde ruimte aan de huurder, hetzij op 30 november 2015;

Dat de basishuurprijs wordt overeengekomen a rato van € 142/m<sup>2</sup>, hetzij € 7.987,50/maand (artikel 5) jaarlijks te indexeren;

Dat deze huurprijs, rekening houdend met het gebouw, zijn ligging en de volledig nieuwe staat, lager is dan de marktprijs;

Dat bovenop deze huurprijs, het bedrag van de voorziening voor gemeenschappelijke lasten wordt vastgesteld, in toepassing van artikel 8 van de overeenkomst, op € 3/m<sup>2</sup>/jaar voor de algemene gemeenschappelijke lasten en op € 1/m<sup>2</sup>/jaar voor de speciale gemeenschappelijke lasten;

Overwegende dat voor het overige verwezen wordt naar de bepalingen van voornoemde overeenkomst;

Onder voorbehoud van aanvaarding van de begrotingswijziging die de som van de huurprijs en de gemeenschappelijke lasten van de maand december 2015 moet behelzen;

Gezien artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op het artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 die het administratief toezicht regelt op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

## **BESLIST:**

### Artikel 1:

De huurovereenkomst met de nv ING REAL ESTATE EVERE, ingeschreven in de kruispuntbank van ondernemingen onder nummer 0860.430.184, met maatschappelijke zetel te 1000 Brussel, Kunstlaan 46 bus 3, goed te keuren.

### Artikel 2:

De uitgave op artikel 8445517/126-01 van de verschillende dienstjaren te boeken.

### Artikel 3:

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

LE CONSEIL, réuni en séance publique,

Vu l'A.R. du 08.01.1982 par lequel le service des achats et des ventes des propriétés immobilières de la commune d'Evere est organisé en régie et géré en dehors des services généraux de la commune;

Vu l'arrêté du Gouvernement du 06.11.2003 de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à la gestion financière des régies communales et en particulier l'article 9;

Vu les instructions ministérielles du 06.02.2004;

Vu la circulaire relative à la clôture des comptes communaux de l'exercice 2013 du MRBC et ses paramètres (index et ABEX) ;

Vu l'article 6 § 1 de l'ordonnance du 14.05.1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu l'article 262 de la nouvelle loi communale;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

**DECIDE :**

**Article 1 :**

D'approuver les comptes de la régie foncière pour l'exercice 2013 comprenant :

- le compte budgétaire
- le bilan
- le compte de résultats
- les annexes

**Article 2 :**

De transmettre cette délibération en double exemplaire à l'autorité de la tutelle en vue de l'exercice de la tutelle d'approbation.

Le point est retiré de l'ordre du jour.

---

**Rekeningen van het grondbedrijf voor het dienstjaar 2013.**

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting,

Gelet op het K.B. van 08.01.1982 waardoor de dienst voor aankoop en verkoop van de onroerende goederen van de gemeente Evere wordt georganiseerd als gemeentebedrijf en beheerd wordt buiten de algemene diensten van de gemeente om;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 06.11.2003 met betrekking tot het financieel beheer van de gemeentebedrijven en in het bijzonder op artikel 9;

Gelet op de ministeriële richtlijnen van 06.02.2004;

Gelet op de omzendbrief betreffende de afsluiting van de gemeenterekeningen 2013



van het MBHG en zijn parameters (indexering en ABEX);

Gelet op artikel 6 § 1 van de ordonnantie van 14.05.1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op het art. 262 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

**BESLUIT :**

**Artikel 1 :**

De rekeningen van het grondbedrijf goed te keuren voor het boekjaar 2013 omvattende:

- de begrotingsrekening
- de balans
- de resultatenrekening
- de bijlagen

**Artikel 2 :**

Deze beraadslaging in tweevoud over te maken aan de toezichhoudende overheid met het oog op de uitoefening van het goedkeuringstoezicht.

Het punt wordt van de dagorde geschrapt.

**25.06.2015/A/0008 Adoption du budget spécial de la régie foncière pour l'exercice 2015.**

Le CONSEIL, réuni en séance publique,

Vu l'arrêté royal du 08.01.1982 par lequel le service des achats et des ventes des propriétés immobilières de la commune d'Evere est organisé en régie et géré en dehors des services généraux de la commune;

Vu le règlement de gestion de la régie foncière, en particulier l'article 8;

Vu l'arrêté du Gouvernement du 06.11.2003 de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à la gestion financière des régies communales et en particulier l'article 9;

Vu les instructions ministérielles du 06.02.2004;

Vu l'article 6 § 1 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu l'article 262 de la nouvelle loi communale;

Sur la proposition des Bourgmestre et Echevins;

**DECIDE :**

**Article 1 :**

D'adopter le budget spécial de la régie foncière pour l'exercice 2015.

**Article 2 :**

De rendre non limitatives les allocations du chapitre des dépenses d'exploitation ou de gestion ordinaire.

Article 3 :

Cette délibération sera transmise en double exemplaire à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle d'approbation.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 17 votes positifs, 10 abstentions.

---

**Aanneming van de bijzondere begroting van het grondbedrijf voor het dienstjaar 2015.**

De RAAD, vergaderd in openbare zitting,

Gelet op het Koninklijk Besluit van 08.01.1982 waardoor de dienst voor aankoop en verkoop van de onroerende goederen van de gemeente Evere wordt georganiseerd als gemeentebedrijf en beheerd wordt buiten de algemene diensten van de gemeente om;

Gelet op het beheersreglement van het grondbedrijf, en in het bijzonder op het artikel 8;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 06.11.2003 met betrekking tot het financieel beheer van de gemeentebedrijven en in het bijzonder op artikel 9;

Gelet op de ministeriële richtlijnen van 06.02.2004;

Gelet op artikel 6 § 1 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op artikel 262 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

**BESLUIT :**

Artikel 1 :

De bijzondere begroting van het grondbedrijf voor het dienstjaar 2015 aan te nemen.

Artikel 2 :

Aan de posten van het hoofdstuk der uitgaven van exploitatie of gewoon beheer een onbeperkt karakter te geven.

Artikel 3 :

Deze beraadslaging zal in tweevoud overgemaakt worden aan de toezichhoudende overheid met het oog op de uitoefening van het goedkeuringstoezicht.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

27 stemmers : 17 positieve stemmen, 10 onthoudingen.

**SECTEUR FINANCIER - SECTOR FINANCIËN**

25.06.2015/A/0009 **Octroi d'avances de fonds de caisse à des membres du personnel pour l'exercice 2015. Adaptation.**

Le Conseil, réuni en séance publique,

Vu la nécessité pour le bon fonctionnement des services, d'octroyer des avances de fonds de caisse à certains membres du personnel pour l'exercice 2015, afin de payer au comptant les dépenses minimales et urgentes du service;

Vu sa délibération du 23 octobre 2014, octroyant une avance de fonds de caisse à des membres du personnel communal pour l'exercice 2015;

Vu les demandes de certains services d'adapter leur avance de fonds de caisse;

Vu l'arrêté royal du 2 août 1990 portant règlement général de la comptabilité communale;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins :

**DECIDE :**

**Article 1 :**

D'adapter les avances de fonds sur la caisse communale pour l'exercice 2015 aux membres du personnel listés ci-dessous :

<b>Service</b>	<b>Responsable</b>	<b>Remplaçant</b>	<b>Montant</b>
Finances	B. VAN GOMPEL	H. GUNS	100,00€
Personnel	S. DEUVAERT	A. ERSEEL	600,00€
Travaux Publics	A. HOOVERS	M. VAN GEEL	250,00€
Economat	S. CANNAERTS	N. LATOUR	500,00€
Population	M.C. VAN IMMELEN	S. PRAET	1.900,00€
Loisirs - Education	M. BRILOT	A. ALBINA	500,00€
Secrétariat	K. VERBOOGEN	B. DUMONT	125,00€
Information	S. FIERENS	S. VAN DEN EEDE	150,00€
Informatique	B. KINTS	Y. DE MORA MOYA	200,00€
Marchés Publics	M. DRAPS	S. VANDORPE	50,00€
Action Sociale	A. RAYMOND	A. PIERENS	300,00€
Promotion Economique	S. MAURY	S. GASHI	250,00€
Développement Durable	A. CHABBI	S. GASHI	600,00€
Régie Communale	N. MILO	N. MARIN	745,00€

Prévention	M. DE DECKER	K. WATTE	5.000,00€
Ecole Aubier	M. BRETTAR	D. JACQUEMOTTE	250,00€
Ecole Everheide	A. RAMAEL	C. VANDEN BOSSCHE	850,00€
Crèches francophones	G. Le MAIRE	C. ARENAS	375,00€
Front Office	A. CATTEUW	R. WITTERS	200,00€

Cette provision doit servir à payer au comptant des dépenses minimales telles que frais de timbre et de port, petites fournitures ou réparations.

**Article 2 :**

Le Receveur communal remettra la provision, contre quittance, aux responsables, qui prennent les mesures nécessaires en vue d'en assurer la bonne-garde, comme par exemple sa conservation dans une armoire fermée à clé, dans un coffre encastré ou dans un coffre déposé dans le coffre-fort du Receveur communal.

**Article 3 :**

En cas de cessation de fonctions du responsable, le Receveur communal veille à ce que la provision ou les pièces justificatives soient remises au remplaçant. En cas de congé du responsable celui-ci peut remettre la provision à son remplaçant.

**Article 4 :**

Les dépenses régulières effectuées au moyen de la provision sont remboursées au responsable sur base d'un ordre à mandater signé par le Collège des Bourgmestre et Echevins et à introduire dans le mois qui suit la dépense, où s'il y en a plusieurs pour le 1<sup>er</sup> de chaque mois.

**Article 5 :**

A la clôture de l'exercice 2015, le responsable est tenu de rembourser l'avance obtenue.

**Article 6 :**

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 27 votes positifs.

---

**Toekenning van kasgeldvoorschotten aan personeelsleden voor het dienstjaar 2015.  
Aanpassing.**

De Raad, vergaderd in openbare zitting,

Gelet op de noodzaak voor de goede werking van de diensten, kasgeldvoorschotten toe te kennen aan sommige personeelsleden voor het dienstjaar 2015, teneinde geringe en dringende uitgaven voor de dienst te betalen;

Gelet op haar beraadslaging dd. 23 oktober 2014, houdende regeling kasgeldvoorschotten toe te kennen aan personeelsleden voor het dienstjaar 2015;

Gelet op de aanvraag van sommige diensten om hun kasgeldvoorschot voor het dienstjaar 2015 aan te passen;

Gelet op het koninklijk besluit dd. 2 augustus 1990, houdende algemeen reglement betreffende de gemeentelijke comptabiliteit;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen :

**BESLUIT :**

**Artikel 1 :**

De kasgeldvoorschotten op de gemeentekas voor het dienstjaar 2015 aan de personeelsleden aan te passen, volgens de hieronder hernomen lijst :

<b>Dienst</b>	<b>Verantwoordelijke</b>	<b>Vervanger</b>	<b>Bedrag</b>
Financiën	B. VAN GOMPEL	H. GUNS	100,00€
Personeel	S. DEUVAERT	A. ERSEEL	600,00€
Openbare Werken	A. HOOVERS	M. VAN GEEL	250,00€
Economaat	S. CANNAERTS	N. LATOUR	500,00€
Bevolking	M.C. VAN IMMELEN	S. PRAET	1.900,00€
Vrije Tijd - Opvoeding	M. BRILOT	A. ALBINA	500,00€
Secretariaat	K. VERBOOGEN	B. DUMONT	125,00€
Informatie	S. FIERENS	S. VAN DEN EEDE	150,00€
Informatica	B. KINTS	Y. DE MORA MOYA	200,00€
Overheidsopdrachten	M. DRAPS	S. VANDORPE	50,00€
Sociale Actie	A. RAYMOND	A. PIERENS	300,00€
Economische Promotie	S. MAURY	S. GASHI	250,00€
Duurzame Ontwikkeling	A. CHABBI	S. GASHI	600,00€
Gemeentelijke Regie	N. MILO	N. MARIN	745,00€
Preventie	M. DE DECKER	K. WATTE	5.000,00€
School Aubier	M. BRETTAR	D. JACQUEMOTTE	250,00€
School Everheide	A. RAMAEL	C. VANDEN BOSSCHE	850,00€
Franstalige kinderkribben	G. Le MAIRE	C. ARENAS	375,00€
Front Office	A. CATTEEUW	R WITTERS	200,00€

Deze provisie moet dienen om kleine uitgaven, zoals zegel- en portkosten, kleine leveringen of herstellingen contant te betalen.

**Artikel 2 :**

De Gemeenteontvanger zal de provisie, mits kwijting, aan de verantwoordelijken uitkeren, die de nodige schikkingen dienen te treffen met het oog op de bewaring der

fondsen, zoals bijvoorbeeld de bewaring in een met sleutel afgesloten kast, in een ingebouwde koffer of in een geldkistje geplaatst in de brandkast van de Gemeenteontvanger.

**Artikel 3 :**

In geval van stopzetting van de functies van de verantwoordelijke, zal de Gemeenteontvanger er over waken dat de provisie of de bewijsstukken overgedragen worden aan de vervanger. In geval van verlof van de verantwoordelijke, mag deze provisie afgegeven worden aan de vervanger.

**Artikel 4 :**

De regelmatige uitgaven gedaan bij middel van de provisie worden aan de verantwoordelijke terugbetaald, op voorlegging van een order tot mandateren, getekend door het College van Burgemeester en Schepenen en in te leveren binnen de maand volgend op de uitgaven of indien er meerdere zijn, voor de 1ste van elke maand.

**Artikel 5 :**

Bij het afsluiten van het dienstjaar 2015 is de verantwoordelijke gehouden de toegekende provisie terug te storten.

**Artikel 6 :**

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
27 stemmers : 27 positieve stemmen.

25.06.2015/A/0010 **Centre Public d'Action Sociale d'Evere: Compte 2013 et modification de la dotation communale pour l'exercice 2015.**

LE CONSEIL, reuni en séance publique,

Vu sa délibération du 23 octobre 2014 votant le budget communal pour l'exercice 2015, incluant une dotation communale pour le C.P.A.S. pour un montant de 10.193.385,00€;

Vu la délibération du 27 mai 2015 du Conseil de l'Action Sociale approuvant les comptes de l'exercice 2013;

Considérant que, suite au résultat dudit compte, la dotation communale pour la C.P.A.S. pour l'exercice 2015 doit être adaptée;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

**DECIDE :**

**Article 1 :**

D'approuver le compte 2013 et de fixer la nouvelle dotation communale pour le C.P.A.S. d'Evere pour l'exercice 2015 à 10.305.400,69€, soit une augmentation de

112.015,69€.

Article 2 :

De transmettre la présente délibération au C.P.A.S..

Article 3 :

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 20 votes positifs, 7 abstentions.

---

**Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn van Evere: Rekening 2013 en aanpassing van de gemeentelijke dotatie voor het dienstjaar 2015.**

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting,

Gelet op haar beraadslaging van 23 oktober 2014, houdende stemming van de gemeentebegroting voor het dienstjaar 2015, waarin een bedrag van 10.193.385,00€ werd ingeschreven als gemeentelijke dotatie voor het O.C.M.W.;

Gelet op de beraadslaging van 27 mei 2015 van de Raad van het O.C.M.W., houdende goedkeuring van de rekeningen voor het dienstjaar 2013;

Overwegende dat, ingevolge het resultaat van voornoemde rekening, de gemeentelijke dotatie voor het O.C.M.W. voor het dienstjaar 2015 dient aangepast te worden;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998, houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

**BESLUIT :**

Artikel 1 :

De rekening 2013 goed te keuren en de nieuwe gemeentelijke dotatie van het O.C.M.W. van Evere voor het dienstjaar 2015 vast te stellen op 10.305.400,69€, hetzij een verhoging van 112.015,69€.

Artikel 2 :

Onderhavige beraadslaging over te maken aan het O.C.M.W..

Artikel 3 :

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient overgemaakt te worden.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

27 stemmers : 20 positieve stemmen, 7 onthoudingen.

25.06.2015/A/0011 **Comptes pour l'exercice 2014 de l'a.s.b.l. Triton.**

LE CONSEIL, réuni en séance publique;

Vu la délibération du Conseil communal du 24 septembre 1979 approuvant la convention entre la commune d'Evere et l'a.s.b.l. Triton;

Vu la délibération du Conseil communal du 27 juin 1996 approuvant la convention complémentaire entre la commune d'Evere et l'a.s.b.l. Triton;

Vu la délibération du Conseil communal du 26 mars 2015 approuvant la convention entre la commune d'Evere et l'a.s.b.l. Triton;

Vu les comptes pour l'exercice 2014 approuvés par l'Assemblée générale de l'a.s.b.l. Triton en séance du 23 avril 2015;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Considérant que :

1) le bilan présente un actif et un passif de 387.792,66€;

2) le compte de résultat se présente comme suit :

Produits d'exploitation hors dotation :	852.579,80 €
Dotation communale ordinaire 2014 :	+ 444.098,44 €
Charges d'exploitation :	- 1.307.854,79 €
Résultat d'exploitation (pertes) :	11.176,55 €
Résultat financier :	- 223,44 €
Résultat exceptionnel :	+ 0,00 €
Réductions linéaires sur subsides :	+ 62.115,32 €
Impôts :	- 23.377,36 €
Boni de l'exercice 2014 :	27.337,87 €

Considérant que la dotation communale ordinaire était de 396.852,00€ en 2011, de 560.860,00€ en 2012 de 532.220,00€ en 2013 et de 444.098,44€ en 2014;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

**DECIDE :**

Article 1 :

D'approuver les comptes pour l'exercice 2014 de l'a.s.b.l. Triton.

Article 2 :

D'approuver la demande de l'a.s.b.l. Triton de ne pas réduire la dotation communale ordinaire 2015 et d'autoriser l'a.s.b.l. Triton de pouvoir utiliser cette année le boni à concurrence de 27.337,36€ afin de pourvoir à la maintenance des installations du complexe sportif.

Article 3 :

De transmettre la présente délibération à l'a.s.b.l. Triton.

Article 4 :

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.



Le Conseil approuve le projet de délibération.  
27 votants : 24 votes positifs, 3 abstentions.

---

### **Rekeningen voor het dienstjaar 2014 van de v.z.w. Triton.**

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting;

Gelet op zijn beraadslaging dd. 24 september 1979, die de conventie goedkeurt tussen de gemeente Evere en de v.z.w. Triton;

Gelet op zijn beraadslaging dd. 27 juni 1996 die de bijkomende conventie goedkeurt tussen de gemeente Evere en de v.z.w. Triton;

Gelet op zijn beraadslaging dd. 26 maart 2015, die de conventie goedkeurt tussen de gemeente Evere en de v.z.w. Triton;

Gelet op de rekeningen voor het dienstjaar 2014, goedgekeurd door de Algemene vergadering van de v.z.w. Triton in zitting van 23 april 2015;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratieve toezicht op de gemeenten van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende dat :

- 1) de balans een activa en passiva van 387.792,66€ vertoont;
- 2) de resultatenrekening er als volgt uitziet :

Bedrijfsopbrengsten zonder dotatie:	852.579,80 €
Gewone gemeentelijke dotatie 2014:	+ 444.098,44 €
Bedrijfslasten :	- 1.307.854,79 €
<u>Bedrijfsresultaat (verlies) :</u>	<u>11.176,55 €</u>
Financieel resultaat :	- 223,44 €
Uitzonderlijk resultaat :	+ 0,00 €
Lineaire korting op toelagen:	+ 62.115,32 €
Belastingen :	- 23.377,36 €
<u>Batig saldo van het boekjaar 2014 :</u>	<u>27.337,87 €</u>

Overwegende dat de gewone gemeentelijke dotatie 396.852,00€ in 2011 bedroeg, 560.860,00€ in 2012, 532.220,00€ in 2013 en 444.098,44€ in 2014;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

### **BESLUIT :**

#### Artikel 1 :

De rekeningen voor het dienstjaar 2014 van de v.z.w. Triton goed te keuren.

#### Artikel 2 :

De vraag van de v.z.w. Triton om de gewone gemeentelijke dotatie 2015 niet te verminderen goed te keuren, en de v.z.w. Triton toe te laten het batig saldo ten belope van 27.337,36€ dit jaar te gebruiken teneinde het onderhoud van de installaties van het

sportcomplex te kunnen voorzien.

Artikel 3 :

Onderhavige beraadslaging over te maken aan de v.z.w. Triton.

Artikel 4 :

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

27 stemmers : 24 positieve stemmen, 3 onthoudingen.

25.06.2015/A/0012 **Budget 2015 : Modifications budgétaires n° 01 (service ordinaire) et n° 02 (service extraordinaire).**

Le Conseil, réuni en séance publique,

Vu le titre VI et les articles 241 et 242 de la nouvelle loi communale;

Considérant que le budget communal pour l'exercice 2015 a été voté le 23 octobre 2014;

Considérant que pour des motifs indiqués aux tableaux ci-joints, certaines allocations prévues au budget doivent être révisées;

Vu l'article 6 § 1 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

**DECIDE :**

**Article 1 :**

De modifier le service ordinaire et le service extraordinaire du budget communal pour l'exercice 2015, conformément aux indications portées aux tableaux ci-joints et d'arrêter le résultat du budget aux chiffres y figurant.

**Article 2 :**

De transmettre cette délibération en cinq exemplaires à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle d'approbation.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 17 votes positifs, 10 abstentions.

---

**Begroting 2015 : Begrotingswijzigingen nr 01 (gewone dienst ) en nr 02 (buitengewone dienst).**

De Raad, vergaderd in openbare zitting;

Gelet op titel VI en de artikels 241 en 242 van de nieuwe gemeentewet;

Overwegende dat de gemeentebegroting voor het dienstjaar 2015 gestemd werd op 23 oktober 2014;

Overwegende dat om de in bijgaande tabellen opgegeven redenen, zekere begrotingsposten dienen herzien te worden;

Gelet op artikel 6 § 1 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

### **BESLIST :**

#### **Artikel 1 :**

De gewone en de buitengewone dienst van de gemeentebegroting voor het dienstjaar 2015 te wijzigen in overeenstemming met de toelichtingen van de hierbijgevoegde tabellen en de uitkomst van de begroting vast te stellen zoals aangegeven.

#### **Artikel 2 :**

Deze beraadslaging in vijfvoud met het oog op de uitoefening van het goedkeuringstoezicht aan de toezichthoudende overheid over te maken.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

27 stemmers : 17 positieve stemmen, 10 onthoudingen.

### 25.06.2015/A/0013 **Motion soutenant le refinancement des zones de police.**

Le Conseil, réuni en séance publique,

Vu l'accord du gouvernement fédéral du 10/10/2014, lequel inscrit la sécurité comme une de ses grandes priorités;

Vu le budget fédéral voté le 18/12/2014, lequel prévoit une réduction de 2 % des dotations fédérales aux zones de police, soit 14,5 millions d'euros, ainsi qu'une réduction de 4 % des crédits de personnel, soit 31,5 millions;

Vu l'absence de consultation des bourgmestres avant l'adoption de ce budget;

Vu l'avis du 21/11/2014 de la Cour des comptes sur le budget fédéral 2015, lequel signale que pareille économie nécessite l'adaptation de l'arrêté royal du 02/08/2002 qui établit la norme fédérale de financement des zones de police (ci-après « norme KUL »);

Vu la déclaration du Ministre Jan JAMBON en Commission de l'Intérieur du 09/12/2014, selon lequel l'adaptation de l'arrêté royal du 02/08/2002 est à l'étude, tout en soulignant que la réduction de 2 % ne devrait pas avoir de répercussions significatives sur le budget des zones de police;

Vu l'inquiétude des syndicats policiers ;

Considérant que la réduction de l'insécurité et du sentiment d'insécurité suppose, entre autres, une police locale de proximité de qualité ;

Considérant qu'il est nécessaire de donner aux autorités locales des moyens budgétaires et humains suffisants à même d'assurer cette police de proximité ;

Considérant que le budget des zones de police n'a cessé d'être réduit depuis 2003 ;

Considérant que les communes n'ont pas à combler les économies décidées par le gouvernement fédéral pour pouvoir garantir le même niveau de sécurité à leurs habitants ;

Considérant que les zones de police rencontrent déjà des difficultés financières qu'elles tentent de résoudre en demandant aux communes des financements complémentaires ;

Considérant que les crédits imposés par le gouvernement fédéral ne permettent pas de recruter des agents en suffisance ;

Considérant qu'il est nécessaire d'évaluer les besoins prioritaires des différentes zones de police ;

Considérant que la norme KUL n'a plus été actualisée depuis 2001 alors que la population de certaines villes a crû de manière spectaculaire (18 % pour la population bruxelloise en 12 ans) et ne tient pas compte des éléments propres aux grandes agglomérations (trafic routier, criminalité urbaine, activité nocturne et de week-end plus importante, dimension internationale plus importante) ;

Considérant que, depuis 2008, les gouvernements successifs promettent d'évaluer la norme KUL, sans aucun suivi ;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins :

## **DECIDE :**

### Article 1 :

De demander au gouvernement fédéral de :

1. Renoncer à la réduction budgétaire de 2 % frappant la dotation fédérale aux zones de police ;
2. Remplacer le montant prévu par celui inscrit dans le budget des dépenses de 2014 ;
3. Réviser de manière équilibrée et en fonction des besoins réels des zones de polices la norme KUL.

### Article 2 :

De transmettre cette délibération en double exemplaire au gouvernement fédéral.

### Article 3 :

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être soumise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 27 votes positifs.

---

## **Motie ter steun van de herfinanciering van de politiezones.**

De Raad, vergaderd in openbare zitting,

Gelet op het akkoord van de Federale Regering van 10/10/2014 waarbij veiligheid als een van de grote prioriteiten bestempeld wordt;

Gelet op de Federale begroting die op 18/12/2014 gestemd werd en die een verlaging van 2 % (ofwel 14,5 miljoen euro) voorziet in Federale dotaties aan de politiezones, plus een verlaging van 4 % (ofwel 31,5 miljoen) aan personeelskrediet;

Gelet op het feit dat de burgemeesters niet geconsulteerd werden voor deze begroting werd goedgekeurd;

Gelet op het advies van 21/11/2014 van het Rekenhof betreffende de Federale begroting 2015 waarbij erop gewezen werd dat een dergelijke besparing gepaard moet gaan met de aanpassing van het Koninklijk Besluit van 02/08/2002 dat de Federale financieringsnorm van de politiezones vastlegt (hierna KUL-norm genoemd);

Gelet op de verklaring van Minister Jan JAMBON in de Commissie Binnenlandse Zaken van 09/12/2014 volgens dewelke de aanpassing van het Koninklijk Besluit van 02/08/2002 ter studie ligt en waarbij hij benadrukte dat de vermindering van 2 % geen grote gevolgen zou mogen hebben voor de begroting van de politiezones;

Gelet op de zorgen die de politievakbonden zich maken;

Overwegende dat een betere veiligheid en een vermindering van het onveiligheidsgevoel een optimaal werkende buurtpolitie vereist;

Overwegende dat het nodig is om aan de lokale overheden de budgettaire en personeelsgebonden mogelijkheden te geven om het optreden van deze buurtpolitie te verzekeren;

Overwegende dat de budgetten van de politiezones sinds 2003 enkel maar gedaald zijn;

Overwegende dat de gemeenten niet moeten opdraaien voor de besparingen die de Federale regering beslist om hun inwoners dezelfde mate van veiligheid te blijven garanderen;

Overwegende dat de politiezones reeds financiële moeilijkheden kennen die ze proberen op te lossen door bijkomende financiering aan te vragen bij de gemeenten;

Overwegende dat de kredieten die door de Federale regering worden opgelegd niet volstaan om voldoende agenten aan te werven;

Overwegende dat het nodig is om de prioritaire behoeften van de verschillende politiezones te evalueren;

Overwegende dat de KUL-norm sinds 2001 niet meer werd aangepast terwijl de bevolking van bepaalde steden op spectaculaire wijze is toegenomen (18 % voor de Brusselse bevolking op 12 jaar tijd) en dat de norm geen rekening houdt met verschillende elementen die eigen zijn aan de grootstad (drukker verkeer, stadscriminaliteit, veel meer activiteit 's nachts en tijdens het weekend, grotere internationale dimensie);

Overwegende dat de opeenvolgende regeringen al sinds 2008 beloven om de KUL-norm te evalueren, echter zonder gevolg;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen :

**BESLIST :**

Artikel 1 :

Aan de Federale regering te vragen om :

1. Af te zien van de begrotingsvermindering van 2 % betreffende de Federale dotatie aan de politiezones;
2. Het voorziene bedrag te vervangen door het bedrag dat is ingeschreven in de uitgavenbegroting van 2014;
3. De KUL-norm op evenwichtige wijze te herzien in functie van de reële noden van de politiezones.

Artikel 2 :

Deze beraadslaging in tweevoud aan de Federale regering over te maken.

Artikel 3 :

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

**SECTEUR VIE CITOYENNE - SECTOR MAATSCHAPPELIJK LEVEN**

25.06.2015/A/0014 **Avenant à la convention entre le collège de la Vlaamse Gemeenschapscommissie et la commune d'Evere relative à l'adhésion de la bibliothèque publique néerlandophone au "Brussels Netwerk Openbare bibliotheken".**

**LE CONSEIL**, réuni en séance publique,

Vu la convention entre la Vlaamse Gemeenschapscommissie et la commune d'Evere relative à l'adhésion de la bibliothèque publique néerlandophone H. Teirlinck au "Brussels Netwerk Openbare Bibliotheken" (approuvée au conseil communal du 18.12.2014);

Vu l'avenant à la convention mentionnée, établi par l'administration de la Vlaamse gemeenschapscommissie;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la région de Bruxelles-Capitale;

**DECIDE :**

**Article 1 :**

D'approuver l'avenant à la convention entre le collège de la Vlaamse Gemeenschapscommissie et la commune d'Evere relative à l'adhésion de la bibliothèque publique néerlandophone au "Brussels Netwerk Openbare Bibliotheken".

**Article 2 :**

De charger la direction de la bibliothèque Herman Teirlinck de l'exécution de l'addendum.

**Article 3 :**

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 27 votes positifs.

---

**Addendum bij het convenant tussen het college van de Vlaamse Gemeenschapscommissie en de gemeente Evere betreffende de aansluiting van de Nederlandstalige openbare bibliotheek op het Brussels Netwerk van Openbare bibliotheken.**

**DE RAAD**, vergaderd in openbare zitting,

Gelet op het convenant tussen de Vlaamse Gemeenschapscommissie en de gemeente Evere betreffende de aansluiting van de Nederlandstalige openbare bibliotheek H. Teirlinck op het Brussels Netwerk Openbare Bibliotheken (goedgekeurd op de gemeenteraad van 18.12.2014);

Gelet op het addendum bij het vernoemde convenant, opgemaakt door de administratie van de Vlaamse Gemeenschapscommissie;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

**BESLUIT:**

**Artikel 1:**

Het addendum bij het convenant tussen het college van de Vlaamse Gemeenschapscommissie en de gemeente Evere betreffende de aansluiting van de Nederlandstalige openbare bibliotheek op het Brussels Netwerk Openbare Bibliotheken goed te keuren.

**Artikel 2:**

De directie van de Bibliotheek Herman Teirlinck met de uitvoering van het vernoemde addendum te gelasten.

**Artikel 3:**

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
27 stemmers : 27 positieve stemmen.

25.06.2015/A/0015 **Convention cadre entre Atrium et la Commune.**

**LE CONSEIL**, réuni en séance publique,

Considérant que l'agence Atrium est un organisme régional pour la promotion du commerce, dont la mission est de stimuler le développement commercial, de renforcer l'identité des quartiers commerçants en améliorant leur environnement et de mettre en œuvre une stratégie de marketing urbain;

Considérant qu'Atrium propose de formaliser le partenariat avec la commune;

Vu la proposition de convention de collaboration élaborée par Atrium;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14.05.1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Sur la proposition du collège des Bourgmestre et Echevins;

**DECIDE :**

Article 1 :

D'approuver la convention cadre, en annexe, entre Atrium et la commune d'Evere.

Article 2 :

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 27 votes positifs.

---

**Samenwerkingsovereenkomst tussen Atrium en de Gemeente.**

**DE RAAD**, vergaderd in openbare zitting,

Overwegende dat het agentschap Atrium een Gewestelijk organisme is ter promotie van handelswijken, dat als missie heeft de commerciële ontwikkeling te stimuleren, de identiteit van de handelswijken te versterken door hun omgeving te verbeteren en een strategie van stedelijke marketing op te zetten;

Overwegende dat Atrium voorstelt de samenwerking met de gemeente te formaliseren;

Gelet op het voorstel van overeenkomst uitgewerkt door Atrium;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14.05.1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;



Op voorstel van het college van Burgemeester en Schepenen;

**BESLUIT :**

Artikel 1 :

De samenwerkingsovereenkomst, als bijlage, tussen Atrium en de gemeente Evere goed te keuren.

Artikel 2 :

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

25.06.2015/A/0016 **Protocole entre l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire et Brulabo concernant les contrôles dans le secteur de la distribution en matière de sécurité de la chaîne alimentaire.**

**LE CONSEIL**, réuni en séance publique,

Considérant que par son courrier réceptionné le 18 mai 2015, Brulabo demande au conseil communal d'approuver le protocole entre l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire et Brulabo concernant les contrôles dans le secteur de la distribution en matière de sécurité de la chaîne alimentaire;

Considérant l'arrêté royal du 22 février 2001 organisant les contrôles effectués par l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire (AFSCA);

Considérant l'arrêté royal du 28 mars 2014 proposant aux communes de conclure une convention de collaboration avec l'AFSCA pour l'exécution des contrôles;

Considérant que le but du présent protocole consiste à déterminer les modalités de collaboration entre l'AFSCA et Brulabo dans le cadre de l'arrêté royal du 19 décembre 2002 et à préciser la compétence de contrôle de Brulabo;

Considérant qu'une collaboration ainsi qu'un échange de données et des conventions claires entre Brulabo et l'AFSCA concernant les contrôles dans le secteur de la distribution sont importants dans le cadre de la garantie d'une chaîne alimentaire sûre pour tous les consommateurs;

Considérant que Brulabo réalise depuis longtemps les inspections et les analyses prévues par ce protocole et qu'il n'y aura pas de charges financières supplémentaires;

Considérant qu'il est opportun que les agents du service d'inspection de Brulabo puissent bénéficier des formations techniques organisées par l'AFSCA et qu'un système d'échanges d'informations soit organisé entre l'AFSCA (UPC Bruxelles) et Brulabo;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la région de Bruxelles-Capitale;

Sur proposition du collège des Bourgmestre et Echevins;

**DECIDE:**

Article 1:

D'approuver le protocole, en annexe, entre l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire et Brulabo concernant les contrôles dans le secteur de la distribution en matière de sécurité de la chaîne alimentaire.

Article 2:

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 27 votes positifs.

---

**Protocol tussen het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen en Brulabo betreffende de controles in de distributiesector met betrekking tot de veiligheid van de voedselketen.**

**DE RAAD**, vergaderd in openbare zitting,

Overwegende dat Brulabo per brief, ontvangen op 18 mei 2015, vraagt dat de gemeenteraad het protocol tussen het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen en Brulabo betreffende de controles in de distributiesector met betrekking tot de veiligheid van de voedselketen goedkeurt;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 februari 2001 houdende organisatie van de controles die door het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen (FAVV) worden verricht;

Gelet op het koninklijk besluit van 28 maart 2014 dat de gemeenten de mogelijkheid geeft om een samenwerkingsovereenkomst met het FAVV af te sluiten;

Overwegende dat huidig protocol als doel heeft de modaliteiten van de samenwerking tussen het FAVV en Brulabo te bepalen in het kader van het koninklijk besluit van 19 december 2002 en de bevoegdheid voor het uitvoeren van inspecties door Brulabo te verduidelijken;

Overwegende dat de samenwerking als ook de uitwisseling van gegevens en duidelijke afspraken tussen Brulabo en het FAVV over de controles in de distributiesector belangrijk zijn om een veilige voedselketen voor alle consumenten te garanderen;

Overwegende dat Brulabo reeds lange tijd de inspecties en analyses uitvoert die het protocol voorziet en dat er geen extra financiële lasten zijn;

Overwegende dat het wenselijk is dat de agenten van de inspectiedienst van Brulabo van de door het FAVV georganiseerde technische opleidingen kunnen genieten en dat een systeem van uitwisseling van informatie moet worden georganiseerd tussen het FAVV (PCE Brussel) en Brulabo;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Op voorstel van het college van Burgemeester en Schepenen;

### **BESLUIT:**

#### Artikel 1:

Het protocol, als bijlage, tussen het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen en Brulabo betreffende de controles in de distributiesector met betrekking tot de veiligheid van de voedselketen, goed te keuren.

#### Artikel 2:

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

## **SECTEUR CITOYEN - SECTOR BURGER**

25.06.2015/A/0017 **Relais pour la vie - Convention de collaboration.**

**LE CONSEIL**, réuni en séance publique,

Considérant que le cancer sous toutes ses formes peut toucher chaque citoyen et qu'il convient de combattre la maladie par tous les moyens;

Considérant que l'action initiée par le Comité Everois du "Relais pour la vie", patronnée par la Fondation contre le cancer, mérite qu'on la soutienne;

Considérant que tous les bénéfices générés par l'événement seront intégralement reversés à la Fondation contre le cancer;

Vu la préoccupation constante des autorités communales pour la santé et pour l'amélioration de la qualité de vie des citoyens dans notre commune et notre société;

Vu la convention de collaboration élaborée afin de promouvoir l'action « Relais pour la vie » des 12 et 13 septembre 2015;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 6 § 1 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la région de Bruxelles-Capitale;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

### **DECIDE :**

**Article 1 :**

De ratifier la convention de collaboration élaborée avec la Fondation contre le cancer.

**Article 2 :**

De soutenir par une aide logistique, l'action du 12 et 13 septembre 2015, du comité Everois du Relais pour la Vie.

**Article 3 :**

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 27 votes positifs.

---

**Levensloop - Samenwerkingsovereenkomst.**

**DE RAAD**, vergaderd in openbare zitting;

Overwegende dat alle vormen van kanker éenieder onder de burgers kan raken en dat het noodzakelijk is de ziekte met alle middelen te bestrijden;

Overwegende dat de actie ondernomen door het Everse comité "Levensloop", gesteund door de Stichting tegen kanker, verdient gesteund te worden;

Overwegende dat al de winsten van de actie aan de Stichting tegen Kanker zullen doorgestort worden;

Gelet op de constante bezorgdheid van de gemeentelijke overheid inzake de gezondheid en de levenskwaliteit van de personen in onze gemeente en in onze samenleving;

Gelet op de samenwerkingsovereenkomst uitgewerkt om de actie "Levensloop" van 12 en 13 september 2015 te promoten;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 6 § 1 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

**BESLUIT :**

**Artikel 1 :**

De samenwerkingsovereenkomst uitgewerkt met de Stichting tegen Kanker te ratificeren.

**Artikel 2 :**

De actie van het Everse comité "Levensloop", op 12 en 13 september 2015, logistieke te ondersteunen.

**Artikel 3 :**

Deze beraadslaging te hernemen op de lijst van beraadslagingen, opgestuurd aan de toezichthoudende overheid.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
27 stemmers : 27 positieve stemmen.

## **SECTEUR SUPPORT LOGISTIQUE - SECTOR LOGISTIEKE ONDERSTEUNING**

25.06.2015/A/0018 **Appel à la consultance d'un IT manager du CIRB au service informatique pour l'année 2015.**

**Le Conseil**, réuni en séance publique,

Considérant qu'il a été nécessaire de faire appel à la consultance d'un IT manager du CIRB au service informatique suite à l'incendie du 19 septembre 2014;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 02.10.2014 de faire appel à la consultance d'un IT manager au service informatique pour l'année 2015 afin d'aider les services informatiques de l'administration communale et du CPAS dans la consolidation de l'infrastructure informatique.

Vu la Convention d'association de frais n° ADF2070 relative à la mise en commun de ressources humaines entre l'administration communale et l'asbl IRISteam;

Vu le coût estimé maximum de 130.000,00€;

Considérant que le coût sera défini ultérieurement selon une clé de répartition entre le CPAS et l'administration communale;

Vu l'article 6 § 2 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale et l'article 1 de l'Arrêté du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998 relatif à la transmission au gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

**DECIDE :**

**Article 1 :**

De prendre acte de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins.

**Article 2 :**

De comptabiliser la dépense de 130.000,00€ (partie de 260.000,00€) sur la fonction 139/742-53 du budget extraordinaire pour l'exercice 2015.

**Article 3 :**

De transmettre cette délibération en double exemplaire à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 27 votes positifs.

---

**Beroep op de consultancy van een IT-manager van het CIBG voor de Informaticadienst voor 2015.**

**DE RAAD**, vergaderd in openbare zitting,

Overwegende dat het noodzakelijk was om een beroep te doen op de consultancy van een IT-manager van het CIBG voor de Informaticadienst na de brand dd. 19 september 2014;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen dd. 02.10.2014 houdende het raadplegen van een IT-manager (halftijds) voor de Informaticadienst, voor 2015 om de informaticadiensten van het Gemeentebestuur en het OCMW te helpen bij de consolidering van de informatica-infrastructuur;

Gelet de Overeenkomst inzake kostendelende vereniging nr ADF2070 betreffende het samenvoegen van een human resource pool;

Gelet de geraamde kostprijs van maximaal 130.000,00€;

Overwegende dat de kosten later zullen worden gedefinieerd op basis van een verdeelsleutel tussen het OCMW en het Gemeentebestuur;

Gelet op artikel 6 § 2 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratieve toezicht op gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en op artikel 1 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 juli 1998 betreffende de overlegging aan de regering van de akten van gemeenteoverheden met het oog op de uitoefening van het administratieve toezicht;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

**BESLUIT:**

**Artikel 1:**

Akte te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen.

**Artikel 2:**

De uitgave van 130.000,00€ (deel van 260.000,00€) te boeken op functie 139/742-53 van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2015.

**Artikel 3:**

Deze beraadslaging met het oog op de uitoefening van het algemene toezicht in tweevoud aan de toezichthoudende overheid over te maken.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

25.06.2015/A/0019 **Fixation des conditions du marché de services pour l'éclairage festif pour l'année 2015.**

**LE CONSEIL**, réuni en séance publique,

Considérant que chaque année il est nécessaire d'éclairer les lieux publics de façon festive durant la période entre Noël et Nouvel An;

Proposition de lancer un marché pour l'éclairage festif en 2015;

Vu le Cahier Spécial des Charges, le montant estimatif et l'inventaire des services projetés;

Vu l'estimation de ce marché de 116.000,00€ (TVA Comprise);

Considérant qu'un crédit de 60.000,00€ est prévu à la fonction 76352/124-06 du budget ordinaire pour l'exercice 2015;

Considérant qu'un crédit de 6.000,00€ est prévu à la fonction 42152/731-60 du budget extraordinaire pour l'exercice 2015;

Considérant qu'un crédit de 50.000,00€ est prévu à la fonction 42653/732-60 du budget extraordinaire pour l'exercice 2015;

Considérant que la commune se réserve le droit de faire application de l'article 26 § 1, 2° b la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et que de ce fait, ce marché pourrait être prolongé trois fois d'un an par procédure négociée sans publicité;

Considérant que le marché fera l'objet d'une adjudication ouverte publiée au Bulletin des Adjudications;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu les articles 117 et 234 alinéa 1 de la nouvelle loi communale;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

#### **DECIDE:**

##### **Article 1:**

D'approuver le Cahier Spécial des Charges, le montant estimatif et l'inventaire pour le marché de l'éclairage festif en 2015.

##### **Article 2:**

De retenir l'adjudication ouverte comme mode de passation du marché.

**Article 3:**

De comptabiliser la dépense de 60.000,00€ à la fonction 76352/124-06 du budget ordinaire pour l'exercice 2015.

**Article 4:**

De comptabiliser la dépense de 6.000,00€ à la fonction 42152/731-60 du budget extraordinaire pour l'exercice 2015.

**Article 5:**

De comptabiliser la dépense de 50.000,00€ à la fonction 42653/732-60 du budget extraordinaire pour l'exercice 2015.

**Article 6:**

De financer ces services par emprunt.

**Article 7:**

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 27 votes positifs.

---

**Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht voor de feestverlichting voor het jaar 2015.**

**DE RAAD**, vergaderd in openbare zitting,

Overwegende dat het nodig is de openbare ruimtes elk jaar op te vrolijken gedurende de periode van Kerstmis en Nieuwjaar;

Voorstel om een opdracht op te starten voor de feestverlichting in 2015;

Gelet op het bestek, het ramend bedrag en de inventaris van de geplande diensten;

Gezien de raming van deze opdracht van 116.000,00€ (BTW Inbegrepen);

Overwegende dat een krediet van 60.000,00€ voorzien is op de functie 76352/124-06 van de gewone begroting voor het dienstjaar 2015;

Overwegende dat een krediet van 6.000,00€ voorzien is op de functie 42152/731-60 van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2015;

Overwegende dat een krediet van 50.000,00€ voorzien is op de functie 42653/732-60 van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2015;

Overwegende dat de gemeente zich het recht voorbehoudt om artikel 26 § 1, 2<sup>o</sup>b van de wet van 15 juni 2006 toe te passen betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor de aanneming van werken, leveringen en diensten en dat derhalve deze opdracht driemaal voor een jaar via onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking verlengd kan worden;

Overwegende dat de opdracht het voorwerp zal uitmaken van een open aanbesteding gepubliceerd in het Bulletin der Aanbestedingen;



Gelet op de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en zijn latere wijzigingen;

Gelet op het Koninklijk Besluit dd. 15 juli 2011 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken en zijn latere wijzigingen;

Gelet op het Koninklijk Besluit dd. 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken en zijn latere wijzigingen;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de artikels 117 en 234 alinea 1 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

### **BESLUIT:**

#### **Artikel 1:**

Het bestek, het ramend bedrag en de inventaris voor de opdracht voor de feestverlichting in 2015 aan te nemen.

#### **Artikel 2:**

De procedure van open aanbesteding als gunningswijze te weerhouden.

#### **Artikel 3:**

De uitgave van 60.000,00€ op de functie 76352/124-06 van de gewone begroting voor het dienstjaar 2015 te boeken.

#### **Artikel 4:**

De uitgave van 6.000,00€ op de functie 42152/731-60 van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2015 te boeken.

#### **Artikel 5:**

De uitgave van 50.000,00€ op de functie 42653/732-60 van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2015 te boeken.

#### **Artikel 6:**

Deze diensten met een lening te financieren.

#### **Artikel 7:**

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

25.06.2015/A/0020 **Fixation des conditions du marché de transformation du précardiennat Aubier en**

## **école maternelle.**

**LE CONSEIL**, réuni en séance publique,

Vu le projet 5 du Plan écoles;

Considérant que ce projet permettra d'accueillir les enfants des classes maternelles actuellement installées sur le site Hallebarde du Home Familial Bruxellois d'Evere;

Proposition de lancer un marché de travaux pour la transformation du préguardiennat Aubier en école maternelle;

Vu le Cahier Spécial des Charges, le montant estimatif et le métré récapitulatif des travaux projetés;

Vu l'estimation de ce marché de 180.000,00€ (TVA Comprise);

Considérant qu'un crédit de 50.000,00€ est prévu à la fonction 72102/724-60 du budget extraordinaire pour l'exercice 2015;

Considérant qu'un crédit de 130.000,00€ sera prévu à la fonction 72102/724-60 du budget extraordinaire pour l'exercice 2015, sous réserve d'approbation de la modification budgétaire n°2;

Considérant que les travaux feront l'objet d'une procédure négociée directe avec publicité publiée au Bulletin des Adjudications;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures;

Vu l'article 6 § 2 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale et l'article 1 de l'arrêté du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998 relatif à la transmission au gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative;

Vu les articles 117 et 234 alinéa 1 de la nouvelle loi communale;

**DECIDE: Sous réserve d'approbation de la modification budgétaire n° 2**

### **Article 1:**

D'approuver le Cahier Spécial des Charges, le montant estimatif et le métré récapitulatif pour la transformation du préguardiennat Aubier en école maternelle.

### **Article 2:**

De retenir la procédure négociée directe avec publicité comme mode de passation du marché.

**Article 3:**

De comptabiliser la dépense de 180.000,00€ à la fonction 72102/724-60 du budget extraordinaire pour l'exercice 2015, sous réserve d'approbation de la modification budgétaire n°2.

**Article 4:**

De financer ces travaux par emprunt.

**Article 5:**

De transmettre cette délibération en double exemplaire à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 27 votes positifs.

---

**Vaststelling van de voorwaarden voor de opdracht voor de verbouwing van de peultuin Aubier tot een kleuterschool.**

**DE RAAD**, vergaderd in openbare zitting,

Gelet op het project 5 van het Scholenplan;

Overwegende dat dit project het mogelijk maakt de kinderen van de kleuterklassen op te vangen die momenteel geïnstalleerd zijn op de Hellebaardsite van de "Brusselse Haard" in Evere;

Voorstel om een opdracht van werken op te starten voor de verbouwing van de peultuin Aubier tot een kleuterschool;

Gezien het bestek, het ramend bedrag en de samenvattende meetstaat van de geplande werken;

Gezien de raming van deze opdracht van 180.000,00€ (BTW Inbegrepen);

Overwegende dat een krediet van 50.000,00€ voorzien is op de functie 72102/724-60 van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2015;

Overwegende dat een krediet van 130.000,00€ voorzien zal worden op de functie 72102/724-60 van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2015, onder voorbehoud van de goedkeuring van de begrotingswijziging nr 2;

Overwegende dat de werken het voorwerp zullen uitmaken van een vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met bekendmaking gepubliceerd in het Bulletin der Aanbestedingen;

Gelet op de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en zijn latere wijzigingen;

Gelet op het Koninklijk Besluit dd. 15 juli 2011 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken en zijn latere wijzigingen;

Gelet op het Koninklijk Besluit dd. 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken en zijn latere wijzigingen;

Gelet op artikel 6 § 2 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en op artikel 1 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijk Regering van 16 juli 1998 betreffende de overlegging aan de regering van de akten van de gemeenteverhuden met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht;

Gelet op de artikels 117 en 234 alinea 1 van de nieuwe gemeentewet;

## **BESLUIT: onder voorbehoud van de goedkeuring van begrotingswijziging nr 2**

### **Artikel 1:**

Het bestek, het ramend bedrag en de samenvattende meetstaat voor de verbouwing van de Aubier peultertuin tot een kleuterschool.

### **Artikel 2:**

De vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met bekendmaking als gunningswijze te weerhouden.

### **Artikel 3:**

De uitgave van 180.000,00€ op de functie 72102/724-60 van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2015 te boeken, onder voorbehoud van de begrotingswijziging nr 2.

### **Artikel 4:**

Deze opdracht met lening te financieren.

### **Artikel 5:**

Deze beraadslaging in tweevoud met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht aan de toezichhoudende overheid over te maken.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
27 stemmers : 27 positieve stemmen.

25.06.2015/A/0021 **Fixation des conditions et attribution d'un marché pour les travaux de déplacement d'un "datalogger" de l'école Aubier vers la crèche Ronde fleurie.**

**LE CONSEIL**, réuni en séance publique,

Considérant le service NRClick de Sibelga et ses dataloggers ;

Considérant, d'une part, que le site de l'école Aubier est pourvu de deux dataloggers et, d'autre part, que la crèche Ronde fleurie, bâtiment particulièrement énergivore, n'en possède aucun ;

Considérant qu'un des deux dataloggers de l'école Aubier surveille l'électricité ;

Considérant qu'il est plus facile de faire des économies sur les consommations de gaz grâce aux données fournies par les dataloggers ;

Considérant qu'il y a lieu de faire réaliser ces travaux de déplacement d'un datalogger par Sibelga, société ayant l'exclusivité en la matière ;

Considérant l'offre de Sibelga quant aux travaux projetés pour un montant de 1.258,40€ (TVA Comprise) ;

Considérant qu'un crédit de 1.258,40€ est prévu à la fonction 84452/724-60 du budget extraordinaire pour l'exercice 2015 ;

Vu l'article 26 § 1, 1° f de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu les articles 117 et 234 de la nouvelle loi communale;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

## **DECIDE :**

### **Article 1:**

De retenir la procédure négociée sans publicité (droits exclusifs) comme mode de passation du marché.

### **Article 2:**

De désigner la firme Sibelga - Quai des Usines 16 à 1000 Bruxelles (NE: 0222.869.673) comme adjudicataire du marché pour les travaux de déplacement d'un datalogger, de l'école Aubier vers la crèche Ronde fleurie, au prix de son offre du 24.04.2015 à savoir 1.258,40€ (TVA Comprise).

### **Article 3 :**

De comptabiliser la dépense de 1.258,40€ sur la fonction 84452/724-60 du budget extraordinaire pour l'exercice 2015.

### **Article 4:**

De financer ces travaux par emprunt.

### **Article 5:**

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

**Vaststelling van de voorwaarden en toekenning van de opdracht van werken voor de verplaatsing van een "datalogger" van de school Aubier naar het kinderdagverblijf Ronde fleurie.**

**DE RAAD**, vergaderd in openbare zitting,

Overwegende de NRClick dienst van Sibelga en zijn dataloggers;

Overwegende enerzijds dat de school Aubier in het bezit is van twee dataloggers en anderzijds dat het kinderdagverblijf Ronde fleurie, toch een van de meest energievreter gemeentelijke gebouwen op het vlak van verbruik, over geen enkele datalogger beschikt;

Overwegende dat een van de twee dataloggers van de school Aubier de elektriciteit in de gaten houdt;

Overwegende dat het gemakkelijker is om besparingen op het verbruik van gas te realiseren dankzij de gegevens die door dataloggers worden verstrekt;

Overwegende dat deze verplaatsingswerken uitgevoerd moeten worden door Sibelga, daar zij ter zake de exclusiviteit hebben;

Gelet op de offerte van de firma Sibelga betreffende de geplande werken voor een bedrag van 1.258,40€ (BTW Inbegrepen);

Overwegende dat een krediet van 1.258,40€ voorzien is op de functie 84452/724-60 van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2015;

Gelet op het artikel 26 § 1, 1° f van de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en zijn latere wijzigingen;

Gelet op het Koninklijk Besluit dd. 15 juli 2011 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken en zijn latere wijzigingen;

Gelet op het Koninklijk Besluit dd. 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken en zijn latere wijzigingen;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de artikels 117 en 234 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

**BESLUIT:**

**Artikel 1:**

De onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking (exclusieve rechten) als de wijze van gunning te weerhouden.

**Artikel 2:**

De firma Sibelga - Werkhuizenkaai 16 te 1000 Brussel (ON: 0222.869.673) aan te duiden als aanbestedinghouder voor de opdracht betreffende de werken voor verplaatsing van een datalogger van de school Aubier naar het kinderdagverblijf Ronde fleurie volgens het bedrag van haar offerte van 24.04.2015 namelijk 1.258,40€ (BTW Inbegrepen).

**Artikel 3:**

De uitgave van 1.258,40€ op de functie 84452/724-60 van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2015 te boeken.

**Artikel 4:**

Deze werken met een lening te financieren.

**Artikel 5:**

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
27 stemmers : 27 positieve stemmen.

25.06.2015/A/0022 **Fixation des conditions et attribution du marché de travaux de placement d'un bouton poussoir au niveau -1 de la maison communale.**

**LE CONSEIL**, réuni en séance publique,

Considérant que l'éclairage de la maison communale est programmée pour s'éteindre à 22h;

Considérant que le tableau électrique se trouve au rez-de-chaussée et que celui-ci n'est plus accessible depuis la pose d'un système d'accès avec badge;

Considérant qu'il serait opportun de placer un bouton poussoir au -1 permettant de rallumer les lumières de l'espace Delahaut et des wc's au cas où des événements se prolongeraient au-delà de 22h;

Considérant que ce bouton poussoir sera programmé sur une durée limitée afin de réduire le coût d'électricité;

Considérant que le système est couplé avec Visor et que l'on est tenu par la firme OTES, installateur et maintenancier du système ;

Considérant l'offre d'Otes quant aux travaux projetés pour un montant de 1.905,75€ (TVA Comprise);

Considérant qu'il y a lieu de réserver un montant de 294,25€ pour d'éventuelles modifications;

Considérant qu'un crédit de 2.200,00€ est prévu à la fonction 13752/724-60 du budget extraordinaire pour l'exercice 2015;

Vu l'article 26 § 1, 1° f de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à

certaines marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu les articles 117 et 234 de la nouvelle loi communale;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

### **DECIDE :**

#### **Article 1:**

De retenir la procédure négociée sans publicité (spécificités techniques) comme mode de passation du marché.

#### **Article 2:**

De désigner la firme Otes - Avenue Jules Bordet 142 à 1140 Bruxelles (NE: 0537.917.854) comme adjudicataire du marché pour le placement d'un bouton poussoir au niveau -1 de la maison communale au prix de son offre du 18.02.2015 à savoir 1.905,75€ (TVA Comprise).

#### **Article 3:**

De réserver un montant de 294,25€ pour d'éventuelles modifications.

#### **Article 4:**

De comptabiliser la dépense de 2.200,00€ sur la fonction 13752/724-60 du budget extraordinaire pour l'exercice 2015.

#### **Article 5:**

De financer ces travaux par emprunt.

#### **Article 6:**

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 27 votes positifs.

---

### **Vaststelling van de voorwaarden en toekenning van de opdracht voor de plaatsing van een drukknop op de -1 verdieping van het gemeentehuis.**

**DE RAAD**, vergaderd in openbare zitting,

Overwegende dat de verlichting van het gemeentehuis geprogrammeerd is om uit te gaan om 22u;



Overwegende dat het elektrisch bord zich op het niveau 0 bevindt en niet meer bereikbaar is door het feit dat we een toegangstelsysteem geplaatst hebben met badge;

Overwegende dat het nodig is om een drukknop te plaatsen op de -1 verdieping zodanig het licht van de zone Delahaut en de wc's weer aankan indien een evenement zich zou verlengen na 22 uur;

Overwegende dat deze knop geprogrammeerd zou zijn op een bepaalde duur om de elektriciteitskosten te verminderen;

Overwegende dat het systeem gekoppeld is aan Visor en dat we dus gehouden zijn met de firma OTES te werken, installateur en onderhouder van het systeem;

Gelet op de offerte van de firma Otes betreffende de geplande werken voor een bedrag van 1.905,75€ (BTW Inbegrepen);

Overwegende dat er een bijkomend bedrag van 294,25 € dient voorbehouden te worden voor eventuele wijzigingen;

Overwegende dat een krediet van 2.200,00€ voorzien is op de functie 13752/724-60 van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2015;

Gelet op het artikel 26 § 1, 1° f van de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en zijn latere wijzigingen;

Gelet op het Koninklijk Besluit dd. 15 juli 2011 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken en zijn latere wijzigingen;

Gelet op het Koninklijk Besluit dd. 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken en zijn latere wijzigingen;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de artikels 117 en 234 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

## **BESLUIT:**

### **Artikel 1:**

De onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking (technische specificiteiten) als de gunningswijze te weerhouden.

### **Artikel 2:**

De firma Otes - Jules Bordetlaan 142 te 1140 Brussel (ON : 0537.917.854) aan te duiden als aanbestedinghouder voor de opdracht betreffende de plaatsing van een drukknop op de -1 verdieping van het gemeentehuis volgens het bedrag van haar offerte van 18.02.2015 namelijk 1.905,75€ (BTW Inbegrepen).

**Artikel 3:**

Een bijkomend bedrag van 294,25€ voor te behouden voor eventuele wijzigingen.

**Artikel 4:**

De uitgave van 2.200,00€ op de functie 13752/724-60 van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2015 te boeken.

**Artikel 5:**

Deze werken met een lening te financieren.

**Artikel 6:**

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

25.06.2015/A/0023 **Fixation des conditions et attribution du marché pour le remplacement du compteur électrique Haute Tension de la Maison Communale en vue de l'installation d'une production locale photovoltaïque.**

**LE CONSEIL**, réuni en séance publique,

Considérant qu'il est nécessaire de remplacer le compteur électrique Haute Tension de la Maison Communale afin d'en installer un compatible avec la nouvelle production locale photovoltaïque;

Vu l'offre de Sibelga quant aux travaux projetés pour un montant de 1.949,31€ (TVA Comprise);

Considérant qu'un crédit de 1.949,31€ est prévu à la fonction F13752/724-60 du budget extraordinaire pour l'exercice 2015;

Vu l'article 26 § 1, 1° f de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu les articles 117 et 234 de la nouvelle loi communale;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

**DECIDE :**

**Article 1:**

De retenir la procédure négociée sans publicité (spécificités techniques) comme mode de passation du marché.

**Article 2:**

De désigner la firme Sibelga - Quai des Usines 16 à 1000 Bruxelles (NE: 0222.869.673) comme adjudicataire du marché pour le remplacement du compteur électrique Haute Tension de la Maison Communale afin d'en installer un compatible avec la nouvelle production locale photovoltaïque pour le montant de son offre du 18.05.2015, à savoir 1.949,31€ (TVA Comprise).

**Article 3:**

De comptabiliser la dépense de 1.949,31€ sur la fonction 13752/724-60 du budget extraordinaire pour l'exercice 2015.

**Article 4:**

De financer ces travaux par emprunt.

**Article 5:**

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 27 votes positifs.

---

**Vaststelling van de voorwaarden en toekenning van de opdracht voor de vervanging van de elektrische hoogspanningsteller van het gemeentehuis met het oog op de installatie van een plaatselijke fotovoltaïsche productie**

**DE RAAD**, vergaderd in openbare zitting,

Overwegende dat het noodzakelijk is de elektrische hoogspanningsteller van het gemeentehuis te vervangen om een teller te plaatsen die compatibel is met de nieuwe plaatselijke fotovoltaïsche productie;

Gelet op de offerte van de firma Sibelga betreffende de geplande werken voor een bedrag van 1.949,31€ (BTW Inbegrepen);

Overwegende dat een krediet van 1.949,31€ voorzien is op de functie 13752/724-60 van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2015;

Gelet op het artikel 26 § 1, 1° f van de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en zijn latere wijzigingen;

Gelet op het Koninklijk Besluit dd. 15 juli 2011 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken en zijn latere wijzigingen;

Gelet op het Koninklijk Besluit dd. 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken en zijn latere wijzigingen;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de artikels 117 en 234 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

## **BESLUIT:**

### **Artikel 1:**

De onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking (technische specificiteiten) als gunningswijze van de opdracht te weerhouden.

### **Artikel 2:**

De firma Sibelga - Werkhuizenkaai 16 te 1000 Brussel (ON : 0222.869.673) aan te duiden als aanbestedingshouder voor de opdracht betreffende de vervanging van de elektrische hoogspanningsteller van het gemeentehuis om een met de nieuwe plaatselijke fotovoltaïsche productie compatibele teller te plaatsen volgens het bedrag van haar offerte van 18.05.2015 namelijk 1.949,31€ (BTW Inbegrepen).

### **Artikel 3:**

De uitgave van 1.949,31€ te boeken op de functie 13752/724-60 van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2015.

### **Artikel 4:**

Deze opdracht met lening te financieren.

### **Artikel 5:**

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

25.06.2015/A/0024 **Fixation des conditions et attribution du marché pour les interventions CITRIX dans le cadre du projet DCR 2015.**

**LE CONSEIL**, réuni en séance publique,

Considérant que la firme Econocom Products & Solutions Belux (anciennement CENTIX) doit réinstaller l'ensemble de la ferme CITRIX au datacentre régional dans le cadre de l'externalisation de l'infrastructure informatique;

Considérant qu'il y a lieu de faire exécuter ces services par la firme Econocom Products & Solutions Belux, la seule firme à connaître la configuration informatique de la commune d'Evere;

Considérant l'offre de la firme Econocom Products & Solutions Belux pour les interventions CITRIX dans le cadre du projet DCR 2015 pour un montant total de 32.760,75€ (TVA Comprise);

Considérant qu'un crédit de 32.760,75€ est prévu à la fonction 13915/742-53 du budget extraordinaire pour l'exercice 2015;

Vu l'article 26 § 1, 1° f de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu les articles 117 et 234 de la nouvelle loi communale;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

## **DECIDE :**

### **Article 1:**

De retenir la procédure négociée sans publicité (spécificités techniques) comme mode de passation du marché.

### **Article 2:**

De désigner la firme Econocom Products & Solutions Belux - Place du Champ de Mars 5 Boîte 14 à 1050 Bruxelles (NE: 0426.851.567) comme adjudicataire du marché pour les interventions CITRIX dans le cadre du projet DCR 2015 au prix de son offre du 08.06.2015 à savoir 32.760,75€ (TVA Comprise).

### **Article 3:**

De comptabiliser la dépense de 32.760,75€ sur la fonction 13915/742-53 du budget extraordinaire pour l'exercice 2015.

### **Article 4:**

De financer les services par emprunt.

### **Article 5:**

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 27 votes positifs.

---

## **Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht voor de CITRIX interventies in het kader van het project DCR 2015.**

**DE RAAD**, vergaderd in openbare zitting,

Overwegende dat de firma Econocom Products & Solutions Belux (vroeger CENTIX)

de volledige CITRIX-farm opnieuw moet installeren in het gewestelijke datacentrum in het kader van de externalisering van de informatica-infrastructuur;

Overwegende dat het noodzakelijk is deze diensten door de firma Econocom Products & Solutions Belux te laten uitvoeren, de enige firma die de informaticaconfiguratie van de gemeente van Evere kent;

Gelet op de offerte van de firma Econocom Products & Solutions Belux voor de CITRIX interventies in het kader van het project DCR 2015 voor een totaalbedrag van 32.760,75€ (BTW Inbegrepen);

Overwegende dat een krediet van 32.760,75€ voorzien is op de functie 13915/742-53 van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2015;

Gelet op het artikel 26 § 1, 1° f van de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en zijn latere wijzigingen;

Gelet op het Koninklijk Besluit dd. 15 juli 2011 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken en zijn latere wijzigingen;

Gelet op het Koninklijk Besluit dd. 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken en zijn latere wijzigingen;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de artikels 117 en 234 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

## **BESLUIT:**

### **Artikel 1:**

De onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking (technische specificiteiten) als de gunningswijze te weerhouden.

### **Artikel 2:**

De firma Econocom Products & Solutions Belux - Marsveldplein 5 bus 14 te 1050 Brussel (ON: 0426.851.567) aan te duiden als aanbestedinghouder voor de opdracht betreffende de CITRIX interventies in het kader van het project DCR 2015 volgens het bedrag van haar offerte van 08.06.2015 namelijk 32.760,75€ (BTW Inbegrepen).

### **Artikel 3:**

De uitgave van 32.760,75€ op de functie 13915/742-53 van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2015 te boeken.

### **Artikel 4:**

Deze diensten met een lening te financieren.

### **Artikel 5:**

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de

toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

25.06.2015/A/0025 **Fixation des conditions pour la désignation d'un auteur de projet pour la réalisation d'un terrain de hockey synthétique et le réaménagement des abords dans le parc du complexe sportif d'Evere.**

**LE CONSEIL**, réuni en séance publique,

Vu le souhait de la commune de pouvoir organiser des matchs de hockey en première division et en division d'honneur sur le territoire d'Evere;

Vu l'approbation du Collège des Bourgmestre et Echevins du 07.04.2015 de l'étude de faisabilité des travaux :

Phase 1 : Aménagement d'un terrain de hockey et réaménagement du parc (base);

Vu l'inscription du projet au Plan pluriannuel 2015-2019 des grandes infrastructures sportives communales de la Région de Bruxelles-Capitale;

Considérant qu'il y a lieu de prévoir un auteur de projet pour la rédaction du cahier des charges lié à l'aménagement d'un terrain de hockey synthétique et au réaménagement des abords du parc du complexe sportif d'Evere;

Proposition de lancer un marché de services pour la désignation d'un auteur de projet pour la réalisation d'un terrain de hockey synthétique et le réaménagement des abords dans le parc du complexe sportif d'Evere;

Vu le Cahier Spécial des Charges, le montant estimatif et l'inventaire des services projetés;

Vu l'estimation de ce marché de 215.000,00€ (TVA Comprise);

Considérant qu'un crédit de 215.000,00€ est prévu à la fonction 76402/725-60 du budget extraordinaire pour l'exercice 2015;

Considérant que les services feront l'objet d'une procédure négociée directe avec publicité publiée au Bulletin des Adjudications;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures;

Vu l'article 6 § 2 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale et l'article 1 de l'arrêté du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998 relatif à la

transmission au gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative;

Vu les articles 117 et 234 alinéa 1 de la nouvelle loi communale;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

**DECIDE:**

**Article 1:**

D'approuver le Cahier Spécial des Charges, le montant estimatif et l'inventaire pour le marché de services pour la désignation d'un auteur de projet pour la réalisation d'un terrain de hockey synthétique et le réaménagement des abords dans le parc du complexe sportif d'Evere.

**Article 2:**

De retenir la procédure négociée directe avec publicité comme mode de passation du marché.

**Article 3:**

De comptabiliser la dépense de 215.000,00€ à la fonction 76402/725-60 du budget extraordinaire pour l'exercice 2015.

**Article 4:**

De financer ces services par emprunt.

**Article 5:**

De transmettre cette délibération en double exemplaire à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 27 votes positifs.

---

**Vaststelling van de voorwaarden voor het aanstellen van een ontwerp bureau voor de aanleg van een synthetisch hockeyterrein en de heraanleg van de omgeving in het park van het sportcomplex te Evere.**

**DE RAAD**, vergaderd in openbare zitting;

Gelet op de wens van de gemeente om hockeywedstrijden in eerste divisie en in ere divisie op het grondgebied van Evere te organiseren;

Gelet op de goedkeuring door het College van Burgmeester en Schepenen dd. 07.04.2015 van de haalbaarheidsstudie voor de werken:

Fase 1: aanleg van een hockeyterrein en heraanleg van het park (basis);

Gelet op de inschrijving van het project op het Meerjarenplan 2015-2019 voor grote gemeentelijke sportinfrastructuren van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende dat het noodzakelijk is om een ontwerp bureau aan te duiden voor het opstellen van het bestek betreffende de aanleg van een synthetisch hockeyterrein en de heraanleg van de omgeving in het park van het sportcomplex te Evere;



Voorstel om een opdracht van diensten op te starten voor het aanstellen van een ontwerp bureau voor de aanleg van een synthetisch hockeyterrein en de heraanleg van de omgeving in het park van het sportcomplex te Evere;

Gezien het bestek, het ramend bedrag en de inventaris van de geplande diensten;

Gezien de raming van deze opdracht van 215.000,00€ (BTW Inbegrepen);

Overwegende dat een krediet van 215.000,00€ voorzien is op de functie 76402/725-60 van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2015;

Overwegende dat de diensten het voorwerp zullen uitmaken van een vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met bekendmaking gepubliceerd in het Bulletin der Aanbestedingen;

Gelet op de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en zijn latere wijzigingen;

Gelet op het Koninklijk Besluit dd. 15 juli 2011 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken en zijn latere wijzigingen;

Gelet op het Koninklijk Besluit dd. 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken en zijn latere wijzigingen;

Gelet op artikel 6 § 2 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en op artikel 1 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijk Regering van 16 juli 1998 betreffende de overlegging aan de regering van de akten van de gemeenteverheden met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht;

Gelet op de artikels 117 en 234 alinea 1 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

## **BESLUIT:**

### **Artikel 1:**

Het bestek, het ramend bedrag en de inventaris voor de opdracht van diensten voor het aanstellen van een ontwerp bureau voor de aanleg van een synthetisch hockeyterrein en de heraanleg van de omgeving in het park van het sportcomplex te Evere aan te nemen.

### **Artikel 2:**

De vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met bekendmaking als gunningswijze te weerhouden.

### **Artikel 3:**

De uitgave van 215.000,00€ op de functie 76402/725-60 van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2015 te boeken.

### **Artikel 4:**

Deze diensten met een lening te financieren.

**Artikel 5:**

Deze beraadslaging in tweevoud met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht aan de toezichhoudende overheid over te maken.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

25.06.2015/A/0026 **Fixation des conditions pour un marché de travaux pour l'aménagement d'une infrastructure sportive de proximité en polyéthylène.**

**LE CONSEIL**, réuni en séance publique,

Considérant que dans le cadre de l'aménagement d'infrastructures sportives légères, il s'avère que l'implantation d'une telle structure dans le quartier Picardie favoriserait le déploiement d'une plus grande activité sportive des jeunes;

Proposition de lancer un marché de travaux pour l'aménagement d'une infrastructure sportive de proximité en polyéthylène;

Vu le Cahier Spécial des Charges, le montant estimatif et le métré récapitulatif des travaux projetés;

Vu l'estimation de ce marché de 166.000,00€ (TVA Comprise);

Considérant qu'un crédit de 166.000,00€ est prévu à la fonction 76402/725-60 du budget extraordinaire pour l'exercice 2015;

Considérant que d'une part le financement se fera par emprunt et par subside à concurrence de 60 % de l'offre approuvée pour les travaux immobiliers et de 7 % du montant de l'investissement pris en considération pour l'octroi de subvention pour des frais généraux et que d'autre part l'état de recouvrement sera établi sur l'exercice 2015;

Considérant que les travaux feront l'objet d'une procédure négociée directe avec publicité publiée au Bulletin des Adjudications;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures;

Vu l'article 6 § 2 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale et l'article 1 de l'arrêté du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998 relatif à la transmission au gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative;

Vu les articles 117 et 234 alinéa 1 de la nouvelle loi communale;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

**DECIDE:**

**Article 1:**

D'approuver le Cahier Spécial des Charges, le montant estimatif et le métré récapitulatif pour le marché de travaux pour l'aménagement d'une infrastructure sportive de proximité en polyéthylène.

**Article 2:**

De retenir la procédure négociée directe avec publicité comme mode de passation du marché.

**Article 3:**

De comptabiliser la dépense de 166.000,00€ à la fonction 76402/725-60 du budget extraordinaire pour l'exercice 2015.

**Article 4:**

De financer ces travaux par subsides.

**Article 5:**

De transmettre cette délibération en double exemplaire à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 27 votes positifs.

---

**Vaststelling van de voorwaarden voor de opdracht van werken voor de aanleg van een buurtsportinfrastructuur in polyethyleen.**

**DE RAAD**, vergaderd in openbare zitting;

Overwegende dat in het kader van de aanleg van lichte sportinfrastructuur gebleken is dat de inplanting van een soortgelijke structuur in de Picardiewijk bevorderlijk zou zijn voor de beoefening van sportactiviteiten door jongeren;

Voorstel om een opdracht van werken op te starten voor de aanleg van een buurtsportinfrastructuur in polyethyleen;

Gezien het bestek, het ramend bedrag en de samenvattende meetstaat van de geplande werken;

Gezien de raming van deze opdracht van 166.000,00€ (BTW Inbegrepen);

Overwegende dat een krediet van 166.000,00€ voorzien is op de functie 76402/725-60 van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2015;

Overwegende enerzijds dat de financiering van de werken zal uitgevoerd worden met een lening en een subsidie in het kader van het gewestelijke meerjarenplan inzake gemeentelijke infrastructuren ten hoogte van 60% van de aangenomen offerte voor de onroerende werken en 7% van het in aanmerking komende investeringsbedrag voor de

toekenning van subsidies betreffende algemene onkosten en anderzijds dat de invorderingsstaat op het dienstjaar 2015 zal opgesteld worden;

Overwegende dat de werken het voorwerp zullen uitmaken van een vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met bekendmaking gepubliceerd in het Bulletin der Aanbestedingen;

Gelet op de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en zijn latere wijzigingen;

Gelet op het Koninklijk Besluit dd. 15 juli 2011 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken en zijn latere wijzigingen;

Gelet op het Koninklijk Besluit dd. 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken en zijn latere wijzigingen;

Gelet op artikel 6 § 2 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en op artikel 1 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijk Regering van 16 juli 1998 betreffende de overlegging aan de regering van de akten van de gemeenteoverheden met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht;

Gelet op de artikels 117 en 234 alinea 1 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

## **BESLUIT:**

### **Artikel 1:**

Het bestek, het ramend bedrag en de samenvattende meetstaat voor de opdracht van werken voor de aanleg van een buurtsportinfrastructuur in polyethyleen aan te nemen.

### **Artikel 2:**

De vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met bekendmaking als gunningswijze te weerhouden.

### **Artikel 3:**

De uitgave van 166.000,00€ op de functie 76402/725-60 van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2015 te boeken.

### **Artikel 4:**

Deze werken met een subsidie te financieren.

### **Artikel 5:**

Deze beraadslaging in tweevoud met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht aan de toezichthoudende overheid over te maken.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

25.06.2015/A/0027 **Modification du Programme Triennal d'investissement 2013-2015, sollicitation des subsides et engagements formels.**

**LE CONSEIL**, réuni en séance publique,

Vu l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998 relative à l'octroi de subsides destinés à encourager la réalisation d'investissements d'intérêt public;

Vu le courrier du 12 février 2014 de Bruxelles Pouvoirs Locaux, Direction des Investissements, ayant trait à l'appel à projets **dans le cadre du Programme Triennal d'investissement 2013-2015 (1<sup>er</sup> appel)** destinés à encourager des investissements d'intérêt public;

Vu la décision du Conseil Communal du 30.05.2013 de présenter à Bruxelles Pouvoirs Locaux, Service des Travaux subsidiés, un plan triennal 2013-2015 reprenant le projet de construction d'un bâtiment administratif sur le terrain rue Desmeth 39, estimé à 2.000.000,00 € TVAC subsidié à concurrence de 416.657,05 €;

Considérant que le projet de construction du bâtiment administratif ne se fera pas en 2015;

Considérant que le subside en investissement lié au Programme Triennal d'investissement 2013-2015 (1<sup>er</sup> appel) afférent à ces travaux peut être reporté sur des projets à caractère URE;

***Considérant que dans ce cadre les projets proposés sont les suivants:***

- Rénovation de la chaufferie et des systèmes de ventilation de l'école La Source, pour un montant de 500.000,00 € TVAC;
- Rénovation de la chaufferie de l'école Everheide et du système de ventilation de la salle de gym pour un montant de 400.000,00 € TVAC;

Considérant que ces deux projets pourraient être subsidiés à 50 % (URE), soit à concurrence de 450.000 € au total pour les deux projets;

Vu le courrier du 6 juin 2014 de Bruxelles Pouvoirs Locaux, Direction des Investissements, ayant trait à l'appel à projets **dans le cadre de la Dotation Triennale de développement 2013-2015 (2<sup>ème</sup> appel)**

***Considérant que ce courrier nous fait part de la décision du gouvernement bruxellois d'accorder un subside d'un montant de 500.000,00 € pour la:***

- Rénovation de l'école De Lombaerde, présenté par la commune dans le cadre de l'appel à projets pour des travaux qui contribuent à une utilisation rationnelle de l'énergie dans les bâtiments appartenant aux communes et au CPAS

Considérant que le Conseil Communal ne s'est pas encore exprimé sur l'introduction de ce projet au Programme Triennal d'investissement 2013-2015 et qu'il y a dès lors lieu de l'y inscrire;

Vu la décision du Gouvernement de la région de Bruxelles du 7 mai 2015 de lancer un

appel à projets dans le domaine de l'utilisation rationnelle de l'énergie (URE) **dans le cadre de la Dotation Triennale de développement 2013-2015 (3<sup>ème</sup> appel)**;

*Considérant que dans ce cadre (DTD 2013-2015) les projets proposés sont les suivants:*

- Rénovation de la chaufferie de l'école Clair-Vivre, d'un montant de 300.000,00 € TVAC;
- Rénovation de la chaufferie du Musée d'Evere, d'un montant de 45.000,00 € TVAC;
- Rénovation de la chaudière de la Serre communale, d'un montant de 150.000 € TVAC;

Considérant que ces projets pourraient être subsidiés à 100 % (URE), à concurrence de 150.000,00€ maximum chacun;

Considérant que les projets dont question ici doivent faire l'objet d'une inscription dans le programme triennal d'investissement 2013-2015 et doivent faire l'objet d'un dossier de demande d'accord de subside;

Considérant qu'il y a dès lors lieu de modifier le programme triennal d'investissement 2013-2015 en ajoutant les projets qui remplacent le projet de construction d'un bâtiment administratif et les nouveaux projets proposés;

Vu les formulaires A et B complétés ci-annexés à transmettre au pouvoir subsidiant;

Considérant que ces travaux ne bénéficient d'aucune autre source de subside;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14.05.1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la région de Bruxelles-Capitale;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

**DECIDE :**

Article 1 :

De modifier le plan triennal d'investissement 2013-2015 en y inscrivant:

- Rénovation de l'école De Lombaerde, Rue De Lombaerde 21à Evere.

Article 2 :

De modifier le plan triennal d'investissement 2013-2015, sous réserve de la sélection des projets, en y inscrivant en lieu et place de la construction d'un bâtiment administratif:

- Rénovation de la chaufferie et des systèmes de ventilation de l'école La Source;
- Rénovation de la chaufferie de l'école Everheide et du système de ventilation de la salle de gym.

Article 3 :

De modifier le plan triennal d'investissement 2013-2015, sous réserve de la sélection des projets, en y inscrivant:

- Rénovation de la chaufferie de l'école Clair-Vivre;
- Rénovation de la chaufferie du Musée d'Evere;
- Rénovation de la chaudière de la Serre communale.

Article 4 :

D'approuver les documents A et B complétés.

Article 5 :

De solliciter le subside régional lors de la fixation des conditions du marché public de travaux.

Article 6 :

De ne pas aliéner ou modifier l'affectation des biens durant les 20 ans à venir.

Article 7 :

De prévoir un budget d'entretien durant un minimum de 5 ans suivant la réception définitive des travaux afin de permettre un entretien annuel de ces installations ainsi que leurs réparations éventuelles.

Article 8 :

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 27 votes positifs.

---

**Wijziging van het Driejarig investeringsprogramma 2013-2015, subsidieaanvraag en formele verbintenis.**

**DE RAAD**, vergaderd in openbare zitting,

Gelet op de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest dd. 16 juli 1998 betreffende de toekenning van subsidies bestemd om de realisatie van investeringen van openbaar nut aan te moedigen;

Gelet op de brief dd. 12 februari 2014 uitgaand van de Brusselse Lokale Overheden, Directie Investerings, in verband met de projectoproep **in het kader van de Driejarige investeringsprogramma 2013-2015 (1<sup>ste</sup> oproep)** om de investeringen met een openbaar belang aan te moedigen;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad dd. 30.05.2013 om een driejarige programma 2013-2015 aan de Brusselse Lokale Overheden, Dienst gesubsidieerde werken, voor te stellen met het project voor de constructie van een administratief gebouw op het terrein Desmethstraat 39, geraamd op 2.000.000,00€ (BTW Inbegrepen) en gesubsidieerd tot een bedrag van 416.657,05€;

Overwegende dat het project voor de constructie van een administratief gebouw in 2015 niet zal gebeuren;

Overwegende dat de investeringssubsidie betreffende de driejarige investeringsprogramma 2013-2015 (1<sup>ste</sup> oproep) met betrekking tot deze werken

overgedragen kan worden tot projecten met een REG karakter;

***Overwegende dat in dit verband, de voorgestelde projecten de volgende zijn:***

- Vernieuwing van de verwarmingsketel en de ventilatiesystemen van de school “La Source”, voor een bedrag van 500.000,00€ (BTW Inbegrepen);
- Vernieuwing van de verwarmingsketel van de school Everheide en van de ventilatiesysteem van de sportzaal voor een bedrag van 400.000,00€ (BTW Inbegrepen);

Overwegende dat deze twee projecten ter hoogte van 50% (REG) gesubsidieerd zouden kunnen worden, tot een bedrag van 450.000,00€ voor de twee projecten;

Gelet op de brief dd. 6 juni 2014 uitgaand van de Brusselse Lokale Overheden, Directie Investerings, in verband met de projectoproep **in het kader van de Driejarige Ontwikkelingsdotatie 2013-2015 (2<sup>de</sup> oproep)**;

***Overwegende dat deze brief ons de beslissing van de Brusselse regering meedeelt om ons een subsidie voor een bedrag van 500.000,00€ toe te kennen voor de:***

- Renovatie van de school De Lombaerde, voorgesteld door de gemeente als werken die tot het rationeel gebruik van energie in de gemeentelijke en OCMW gebouwen bijdragen.

Overwegende dat de Gemeenteraad zich nog niet heeft uitgesproken over de invoering van het project in de Driejarige Investeringsprogramma 2013-2015, en dat het dus nodig is het in te schrijven;

Gelet op de beslissing van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest dd. 7 mei 2015 een projectoproep op te starten in verband met het rationeel gebruik van energie (REG) **in het kader van de Driejarige Ontwikkelingsdotatie 2013-2015 (3<sup>de</sup> oproep)**;

***Overwegende dat in dit verband (DIP 2013-2015) de voorgestelde projecten de volgende zijn:***

- Renovatie van de verwarmingsketel van de school Clair-Vivre, voor een bedrag van 300.000,00€ (BTW Inbegrepen);
- Renovatie van de verwarmingsketel van het Museum van Evere, voor een bedrag van 45.000,00€ (BTW Inbegrepen);
- Renovatie van de verwarmingsketel van de gemeentelijke serre, voor een bedrag van 150.000,00€ (BTW Inbegrepen);

Overwegende dat deze projecten ter hoogte van 100% (REG) gesubsidieerd zouden kunnen worden tot een maximum bedrag van 150.000,00€ voor ieder project;

Overwegende dat de projecten waarvan sprake is het voorwerp moeten uitmaken van een inschrijving in het driejarig investeringsprogramma 2013-2015 en het voorwerp van een akkoordaanvraag om de subsidie te verkrijgen;

Overwegende dat het noodzakelijk is het Driejarig investeringsprogramma 2013-2015 aan te passen met het bijvoegen van de nieuwe projecten die het project voor de constructie van een administratief gebouw vervangt en met de nieuwe voorgestelde



projecten ;

Gelet op de ingevulde formulieren A en B die overgemaakt moeten worden aan de subsidiërende overheid;

Overwegende dat deze projecten geen andere subsidie ontvangen;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14.05.1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

## **BESLUIT :**

### Artikel 1 :

Het Driejarig investeringsplan 2013-2015 te wijzigen met het inschrijven van :

- Renovatiewerken van de school De Lombaerdestraat 21 te Evere.

### Artikel 2 :

Het Driejarig investeringsplan 2013-2015 te wijzigen, onder voorbehoud van de selectie van de projecten, met het inschrijven in de plaats van de constructie van een administratieve gebouw van de volgende projecten:

- Renovatie van de verwarmingsketel en van de ventilatiesystemen van de school “La Source”;
- Renovatie van de verwarmingsketel van de school Everheide en van de ventilatiesysteem van de sportzaal.

### Artikel 3 :

Het Driejarig investeringsplan 2013-2015 te wijzigen, onder voorbehoud van de selectie van de projecten, met het inschrijven van de volgende projecten:

- Renovatie van de verwarmingsketel van de school Clair-Vivre;
- Renovatie van de verwarmingsketel van het Museum van Evere;
- Renovatie van de verwarmingsketel van de gemeentelijke serre.

### Artikel 4

De ingevulde formulieren A en B te aanvaarden.

### Artikel 5 :

De gewestelijke subsidie ten tijde van de vaststelling van de voorwaarden van de overheidsopdracht voor de werken aan te vragen.

### Artikel 6 :

Het goed niet te vervreemden of de bestemming van het goed niet te wijzigen gedurende de volgende 20 jaar.

### Artikel 7 :

Een budget voor het onderhoud te voorzien gedurende minimum 5 jaar volgend op de definitieve oplevering om het jaarlijks onderhoud van deze installaties mogelijk te maken alsook de eventuele herstellingen.

Artikel 8 :

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

25.06.2015/A/0028 **Rénovation des maisons du Meunier en 5 logements en basse énergie et passif, rue du Tilleul, 179 à 187, Subside - Convention.**

**LE CONSEIL**, réuni en séance publique,

Vu sa décision du 18 décembre 2014 de procéder à la rénovation des maisons du Meunier sises rue du Tilleul 179 à 187, en vue d'y réaliser 5 logements en basse énergie et passif;

Vu la demande de subside introduite auprès de Bruxelles Développement Urbain;

Considérant que le subside qui peut nous être octroyé est de 557.002,89 €

Considérant que l'obtention du subside est soumise à l'approbation d'une convention-exécution entre la Région de Bruxelles-Capitale et la commune d'Evere;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

**DECIDE :**

Article 1 :

D'approuver et signer la convention-exécution 2015 entre la Région de Bruxelles-Capitale et la commune d'Evere pour la subside du projet de rénovation des maisons du Meunier sises rue du Tilleul 179 à 187, en vue d'y réaliser 5 logements en basse énergie et passif.

Article 2 :

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 27 votes positifs.

---

**Renovatie van de huizen van de Molenaar in 5 woningen volgens de passieve en lage energienorm, Lindestraat, 179 tot 187, Subsidie - Overeenkomst.**

**DE RAAD**, vergaderd in openbare zitting,

Gelet op de beslissing dd. 18 december 2014 om over te gaan tot de renovatie van de huizen van de Molenaar in 5 woningen volgens de passieve en lage energienorm, Lindestraat 179 tot 187;

Gelet op de aanvraag tot subsidie bij Brussel Stad Ontwikkeling;

Overwegende dat de subsidie die ons toegekend is ten belope van 557.002,89€ is;

Overwegende dat de toekenning van de subsidie onderworpen is op de goedkeuring van een Executieveovereenkomst 2015 tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de gemeente van Evere;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

### **BESLIST :**

#### Artikel 1 :

De Executieveovereenkomst 2015 tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de gemeente van Evere voor het project van renovatie van de huizen van de Molenaar gelegen Lindestraat 179 tot 187 volgens de passieve en lage energienorm goed te keuren.

#### Artikel 2 :

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
27 stemmers : 27 positieve stemmen.

## **SECTEUR PERSONNEL - SECTOR PERSONEEL**

### **25.06.2015/A/0029 Modification du règlement de travail pour l'école fondamentale communale Everheide.**

**Le Conseil**, réuni en séance publique,

Vu la loi du 8 avril 1965 instituant les règlements de travail;

Vu la loi du 18 décembre 2002 modifiant la loi du 8 avril 1965 instituant les règlements de travail;

Vu le Décret du 25 février 1997 relatif à l'enseignement fondamental, en particulier son article 125 sexies;

Vu sa décision du 19.06.2014 tenant approbation de la convention d'adhésion de l'école fondamentale communale Everheide au centre d'enseignement Groot-Bos-aan-Zee avec entrée en application à partir du 01.09.2014 pour une période de 6 années scolaires;

Considérant qu'il est nécessaire de modifier le règlement de travail de l'école fondamentale communale Everheide pour l'adapter au fonctionnement du centre d'enseignement Groot-Bos-aan-Zee;

Vu le décret du 27 mars 1991 relatif au statut de certains membres du personnel de l'enseignement subventionné et des centres subventionnés d'encadrement des élèves

Vu le Décret du 23 octobre 1991 relatif à la participation dans l'enseignement subventionné

Vu la Loi du 19.12.1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités et l'Arrêté royal du 28.09.1984 relatif à la réglementation du statut syndical ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi communale;

Considérant que toutes les personnes qui fournissent un travail sous l'autorité du pouvoir organisateur au sein de l'enseignement communal, doivent être informées des conditions d'application à leur relation de travail;

Considérant le protocole d'accord du comité de négociation du centre d'enseignement du 21.10.2014;

Vu l'article 7 de l'Ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 09.06.2015;

#### **DECIDE :**

##### **Article 1:**

De modifier conformément au texte en annexe le règlement de travail pour les personnes qui fournissent un travail sous l'autorité du pouvoir organisateur à l'école fondamentale communale Everheide et de le déclarer d'application à partir du 01.09.2015.

##### **Article 2 :**

De porter une copie de cette décision à la connaissance des personnes qui fournissent un travail sous l'autorité du pouvoir organisateur au sein de l'établissement scolaire communal de l'enseignement maternel et primaire.

##### **Article 3:**

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doivent être transmises à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 27 votes positifs.

---

#### **Wijziging van het arbeidsreglement voor de gemeentelijke basisschool Everheide.**

**De Raad**, vergaderd in openbare zitting,

Gelet op de wet van 08.04.1965 tot instelling van de arbeidsreglementen;

Gelet op de wet van 18.12.2002 tot wijziging van de wet van 08.04.1965 tot instelling van de arbeidsreglementen;

Gelet op het decreet basisonderwijs van 25.02.1997, in het bijzonder het artikel 125 sexies;

Gelet op zijn beslissing dd. 19.06.2014 houdende goedkeuring van de

toetredingsovereenkomst van de GBS Everheide tot de Scholengemeenschap Groot-Bos-aan-Zee met inwerkingtreding vanaf 01.09.2014 voor de periode van 6 schooljaren;

Overwegende dat het nodig is het arbeidsreglement van de gemeentelijke basisschool Everheide te wijzigen om hem te aanpassen;

Gelet op het decreet van 27.03.1991 betreffende de rechtspositie van sommige personeelsleden van het gesubsidieerd onderwijs en de gesubsidieerde centra voor leerlingenbegeleiding;

Gelet op het decreet van 23.10.1991 betreffende de medezeggenschap in het gesubsidieerd onderwijs;

Gelet op de wet van 19.12.1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel;

Gelet op de gemeentewet, inzonderheid art. 117;

Overwegende dat alle personen die onder gezag van de inrichtende macht arbeid verrichten in het gemeentelijk onderwijs, moeten worden geïnformeerd over de voorwaarden die op hun arbeidsverhouding van toepassing zijn;

Overwegende het protocol van akkoord in het onderhandelingscomité van de scholengemeenschap van 21.10.2014;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14.05.1998 houdende organisatie van de administratieve voogdij over de gemeenten van het Brussels Gewest;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen dd. 09.06.2015;

## **BESLUIT :**

### **Artikel 1:**

Het arbeidsreglement voor de personen die onder gezag van de inrichtende macht arbeid verrichten in de gemeentelijke basisschool Everheide te wijzigen volgens de tekst in bijlage en vanaf 01.09.2015 van toepassing te verklaren.

### **Artikel 2 :**

Een afschrift van dit besluit ter kennisgeving te bezorgen aan de personen die onder gezag van de inrichtende macht arbeid verrichten in de gemeentelijke onderwijsinstelling van kleuter- en lager onderwijs.

### **Artikel 3:**

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

25.06.2015/A/0030 **Modification du règlement de travail pour les écoles francophones de la commune d'Evere.**

**Le Conseil**, réuni en séance publique,

Vu la délibération du Conseil communal du 29.03.2007 tenant fixation du règlement de travail pour les écoles fondamentales francophones de la commune d'Evere;

Considérant que le 14 mars 2013, la commission paritaire communautaire de l'enseignement fondamental officiel subventionné a adopté le cadre du règlement de travail à appliquer au personnel enseignant;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 18 juillet 2013 donnant force obligatoire à la décision de ladite commission;

Vu la circulaire ministérielle du 2 octobre 2013 invitant les communes à faire adopter le règlement de travail après consultation de leur commission paritaire locale (COPALOC);

Considérant qu'il s'avère nécessaire d'apporter certaines adaptations au règlement pris en 2007;

Vu les réunions du comité de négociation distinct de l'enseignement subventionné des 05.05.2015 et 21.05.2015 et le protocole en résultant;

Vu les articles 117 et 145 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 6§1 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

**DECIDE :**

Article 1:

D'adopter à partir du 01.09.2015 le règlement de travail pour les écoles fondamentales francophones de la commune d'Evere tel que libellé en annexe.

Article 2 :

D'abroger la délibération du conseil communal du 29.03.2007 à partir du 01.09.2015.

Article 3:

De transmettre cette délibération en double exemplaire à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle d'approbation.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 20 votes positifs, 5 votes négatifs, 2 abstentions.

---

**Wijziging van het arbeidsreglement voor de Franstalige basisscholen van de gemeente Evere.**

**De Raad**, vergaderd in openbare zitting,

Gelet op de beraadslaging van het Gemeenteraad van 29.03.2007 houdende vaststelling van het arbeidsreglement voor de Franstalige basisscholen van de gemeente Evere;

Overwegende dat de Paritaire gemeenschapscommissie voor het officieel gesubsidieerd basisonderwijs op 14 maart 2013 het kader van het arbeidsreglement toe te passen op het onderwijzend personeel heeft goedgekeurd;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 18 juli 2013 waarbij de beslissing van voormelde commissie verbindend wordt verklaard;

Gelet op de ministeriële omzendbrief van 2 oktober 2013 waarin de gemeenten uitgenodigd worden om het arbeidsreglement te doen goedkeuren na raadpleging van hun plaatselijke paritaire commissie (PLAPACO);

Overwegende dat het noodzakelijk blijkt om enkele aanpassingen aan het reglement genomen in 2007 aan te brengen;

Gelet op de vergaderingen van het afzonderlijk onderhandelingscomité voor het gesubsidieerd onderwijs van 05.05.2015 en 21.05.2015 en het daaruit voortvloeiende protocol;

Gelet op de artikels 117 en 145 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op het artikel 6§1 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

#### **BESLUIT :**

##### Artikel 1:

Het arbeidsreglement voor de Franstalige basisscholen van de gemeente Evere, zoals voorzien in bijlage, vanaf 01.09.2015, aan te nemen.

##### Artikel 2:

De beraadslaging van de gemeenteraad van 29.03.2007 vanaf 01.09.2015 op te heffen.

##### Artikel 3:

Onderhavige beraadslaging in tweevoud over te maken aan de toezichhoudende overheid met het oog op de uitoefening van het goedkeuringstoezicht.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

27 stemmers : 20 positieve stemmen, 5 negatieve stemmen, 2 onthoudingen.

25.06.2015/A/0031 **Règlement de travail pour l'Académie de Musique francophone (enseignement secondaire artistique à horaire réduit) de la commune d'Evere.**

**LE CONSEIL**, réuni en séance publique,

Vu la loi du 18 décembre 2002, modifiant la loi du 8 avril 1965 instituant les règlements de travail et imposant aux communes et provinces d'adopter un règlement de travail pour leur personnel, en ce compris leur personnel enseignant;

Vu le Décret définissant la neutralité de l'enseignement de la Communauté française en date du 31 mars 1994;

Vu le décret de la Communauté française du 6 juin 1994 relatif au statut du personnel de l'enseignement subventionné;

Vu le décret de la communauté française du 2 juin 1998 organisant l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française;

Considérant que le 14 mars 2013, la commission paritaire communautaire de l'enseignement spécial et de l'enseignement de promotion socioculturelle officiel subventionné a adopté le cadre du règlement de travail à appliquer au personnel enseignant;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 18 juillet 2013 donnant force obligatoire à la décision de ladite commission;

Vu la circulaire ministérielle du 2 octobre 2013 invitant les communes à faire adopter le règlement de travail après consultation de leur commission paritaire locale (COPALOC);

Vu les réunions du comité de négociation distinct de l'enseignement subventionné des 05.05.2015 et 21.05.2015 et le protocole en résultant;

Vu les articles 117 et 145 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 6§1 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

#### **DECIDE :**

##### **Article 1:**

D'adopter à partir du 01.09.2015 le règlement de travail pour l'Académie de Musique francophone (enseignement secondaire artistique à horaire réduit) de la commune d'Evere tel que libellé en annexe.

##### **Article 2 :**

De transmettre cette délibération en double exemplaire à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle d'approbation.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 27 votes positifs.

---

#### **Arbeidsreglement voor de Franstalige Muziekacademie (het kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan) van de gemeente Evere.**

**De RAAD**, vergaderd in openbare zitting,

Gelet op de wet van 18 december 2002, tot wijziging van de wet van 8 april 1965 tot instelling van de arbeidsreglementen en waarin aan de gemeenten en provincies opgelegd wordt om een arbeidsreglement goed te keuren voor hun personeel, met inbegrip van hun onderwijzend personeel;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschap van 31 maart 1994 houdende



bepaling van de neutraliteit van het Gemeenschapsonderwijs;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschap van 6 juni 1994 tot vaststelling van de rechtspositie van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschap van 2 juni 1998 houdende organisatie van het secundair kunstsonderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd;

Overwegende dat de Centrale Paritaire Commissie voor het bijzonder onderwijs en het gesubsidieerd onderwijs voor socioculturele promotie op 14 maart 2013 het kader van het arbeidsreglement toe te passen op het onderwijzend personeel heeft goedgekeurd;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 18 juli 2013 waarbij de beslissing van voormelde commissie verbindend wordt verklaard;

Gelet op de ministeriële omzendbrief van 2 oktober 2013 waarin de gemeenten uitgenodigd worden om het arbeidsreglement te doen goedkeuren na raadpleging van hun plaatselijke paritaire commissie (PLAPACO);

Gelet op de vergaderingen van het afzonderlijk onderhandelingscomité voor het gesubsidieerd onderwijs van 05.05.2015 en 21.05.2015 en het daaruit voortvloeiende protocol;

Gelet op de artikels 117 en 145 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op het artikel 6§1 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

## **BESLUIT :**

### **Artikel 1:**

Het arbeidsreglement voor de Franstalige Muziekacademie (het kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan) van de gemeente Evere, zoals voorzien in bijlage, vanaf 01.09.2015, aan te nemen.

### **Artikel 2:**

Onderhavige beraadslaging in tweevoud over te maken aan de toezichhoudende overheid met het oog op de uitoefening van het goedkeuringstoezicht.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

## **SECRÉTARIAT COMMUNAL - GEMEENTESECRETARIAAT**

25.06.2015/A/0032 **Procès-verbal de la séance du Conseil communal du 28.05.2015 - Approbation.**

Vu l'absence de remarques concernant le projet de procès-verbal de la réunion du

Conseil communal précédent, le procès-verbal est considéré comme adopté.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 27 votes positifs.

---

**Proces-verbaal van de zitting van de Gemeenteraad van 28.05.2015 - Goedkeuring.**

Gelet op het gegeven dat geen opmerkingen werden geformuleerd op het ontwerp van proces-verbaal van de vorige vergadering van de Gemeenteraad, wordt het proces-verbaal geacht goedgekeurd te zijn.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

25.06.2015/A/0033 **Motion inscrite à l'ordre du jour suite à la demande écrite du 13 juin 2015 de Madame Véronique Mbombo Tshidimba, Conseillère communale. Motion relative à un engagement de la commune d'Evere en vue de la COP21 (Conférence des parties) sur le changement climatique de Paris en décembre 2015.**

**Le conseil communal d'Evere :**

- Conscient que la concentration des gaz à effet de serre dans l'atmosphère ne cesse d'augmenter – elle a atteint son seuil le plus élevé depuis 800.000 ans – et entraîne un réchauffement climatique qui, s'il n'est pas contrôlé, aura des impacts graves et irréversibles pour notre commune et nos territoires;
- Conscient que le changement climatique est donc l'un des problèmes économiques, sociaux et environnementaux majeurs auxquels notre commune et nos territoires seront confrontés au cours du 21<sup>ème</sup> siècle;
- Conscient que les Villes, où vit aujourd'hui la moitié de la population mondiale et où se concentreront d'ici 2050 les deux tiers des habitants de notre planète, contribuent toujours massivement à l'émission de gaz à effet de serre;
- Conscient que la science et le GIEC (Groupe d'Experts Intergouvernemental sur les Evolutions du Climat) nous indiquent qu'il faut contenir la hausse globale des températures sous le seuil de 2° C par rapport à la période préindustrielle (19<sup>ème</sup> siècle) afin de limiter l'impact du changement climatique;
- Conscient que, pour atteindre cet objectif, la science et le GIEC nous indiquent que les émissions mondiales de gaz à effet de serre doivent être réduites de 40 % à 70 % entre 2010 et 2050, ce qui signifie une transformation importante de nos manières de produire et de consommer dans les prochaines années;
- Considérant que la Région de Bruxelles-Capitale vient d'adopter en deuxième lecture son Plan Air-Climat-Energie ; lequel plan exploite au maximum les interconnexions existantes entre les thématiques de l'air, du climat et de l'énergie, et doit permettre notamment à la Région de réduire, d'ici 2025, ses émissions de gaz à effet de serre de 30% par rapport aux émissions de 1990;

- Considérant que l'Union européenne a adopté en octobre 2014 un nouveau paquet européen « climat-énergie » ; lequel paquet mentionne des objectifs européens ambitieux pour 2030 tant pour les réductions de gaz à effet de serre (au moins – 40%), que pour les énergies renouvelables (au moins 27%) et l'efficacité énergétique (au moins – 27%);
- Considérant que le prochain sommet climatique international se déroulera à Paris en décembre 2015 (COP21). Que l'adoption d'un nouvel accord global contraignant, faisant suite au Protocole de Kyoto, y est attendu. Que cet accord devra être équitable et ambitieux, c'est-à-dire conforme aux indications scientifiques;
- Considérant qu'en tant que décideurs les Exécutifs locaux sont des acteurs clés pour mettre en œuvre des actions au niveau local conformes et complémentaires aux actions régionales et nationales. Que l'action des Exécutifs locaux représente une capacité de réduction des émissions de gaz à effet de serre importante et joue un rôle essentiel en matière d'adaptation au changement climatique sur leurs territoires;

### **Décide d'adopter la résolution qui suit :**

Nous, conseillers communaux rappelons :

- Que la lutte contre le changement climatique représente un enjeu déterminant pour nos communes et nos territoires, et pour le bien-être présent et à venir de nos citoyens ;
- Que la Région de Bruxelles-Capitale s'est engagée à réduire, d'ici 2025, ses émissions de gaz à effet de serre de 30% par rapport aux émissions de 1990;
- Que l'Union européenne s'est engagée à réduire, d'ici 2030, ses émissions de gaz à effet de serre d'au moins 40% par rapport aux émissions de 1990;
- Qu'il faut absolument une dynamique concertée entre tous les niveaux de pouvoir en vue d'atteindre ces objectifs et de se conformer aux indications du GIEC;

Nous nous engageons pour notre part :

- A amplifier nos politiques actuelles et à nous efforcer, avec l'ensemble de nos partenaires, à être en ligne avec les objectifs bruxellois et européens en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, de production d'énergies renouvelables et d'efficacité énergétique;
- A renforcer notre coopération et le partage d'expériences avec d'autres collectivités locales;
- A renforcer le rôle d'exemplarité des pouvoirs publics locaux en matière d'achats durables sobre en carbone;
- A intervenir sur différents secteurs responsables des émissions de gaz à effet de serre comme l'isolation des bâtiments, la mobilité (flottes publiques entre autre),

l'approvisionnement en énergie, la valorisation des déchets, l'alimentation dans les collectivités;

- A demander aux Ministres fédéraux et régionaux compétents de défendre l'adoption de positions climatiques ambitieuses au niveau européen;
- A demander aux Ministres fédéraux et régionaux compétents de défendre l'adoption d'un accord équitable et ambitieux lors du sommet climatique de Paris.

Nous appelons enfin les Autorités européennes à renforcer leur soutien à l'action des pouvoirs locaux en faveur de la lutte contre les changements climatiques afin qu'elles bénéficient plus directement et fortement des financements européens.

Et nous confirmons notre détermination à contribuer à notre niveau aux engagements qui seront indispensables au succès de la COP21.

Le point est reporté.

---

**Motie ingeschreven op de agenda ingevolge het schriftelijk verzoek dd. 13 juni 2015 van Mevrouw Véronique Mbombo Tshidimba, Gemeenteraadslid. Motie betreffende de toezegging van de gemeente Evere ter voorbereiding van de COP21 (Conferentie van de partijen) over de klimaatsveranderingen van Parijs in december 2015.**

Het punt wordt verdaagd.

25.06.2015/A/0034 **Interpellation inscrite à l'ordre du jour suite à la demande écrite du 18 juin 2015 de Monsieur David Cordonnier, Conseiller communal.**  
**- Les cours de religion et de morale non confessionnelle dans l'enseignement communal.**

**Interpellatie ingeschreven op de agenda ingevolge het schriftelijk verzoek dd. 18 juni 2015 van de Heer David Cordonnier, Gemeenteraadslid.**  
**- De cursussen godsdienst en niet confessionele zedenleer in het gemeentelijk onderwijs.**

Suite à l'arrêt 34 / 2015 de la Cour constitutionnelle précisant que « l'article 8 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement et l'article 5 du décret de la Communauté française du 31 mars 1994 définissant la neutralité de l'enseignement de la Communauté violent l'article 24 de la Constitution, combiné avec l'article 19 de la Constitution et avec l'article 2 du Premier Protocole additionnel à la Convention européenne des droits de l'homme », le Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles a décidé de mettre en place l'encadrement pédagogique alternatif pour les élèves qui, au 1er septembre 2015, ne seraient pas inscrits dans un cours de religion ou de morale non-confessionnelle.

Avons-nous déjà une estimation du nombre d'élèves concernés ?

Au delà de ça, cette décision pose diverses questions sur la place de l'enseignement de la religion et de la morale non-confessionnelle à l'école ainsi que sur l'offre de l'enseignement pour répondre à des questions de société comme la citoyenneté et le

vivre-ensemble. Nous sommes toutes et tous bien conscient que la Déclaration de Politique Communautaire du Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles précise que « le Gouvernement instaurera sous cette législature, dans les écoles de l'enseignement officiel, progressivement à partir de la première primaire, un cours commun d'éducation à la citoyenneté, dans le respect des principes de la neutralité, en lieu et place d'une heure de cours confessionnel ou de morale laïque. Ce cours sera doté de référentiels spécifiques, incluant un apprentissage des valeurs démocratiques, des valeurs des droits de l'Homme, des valeurs du vivre-ensemble et une approche historique des philosophies des religions et de la pensée laïque.» Malgré tout, cette réforme n'a pas encore mise en œuvre et les attermolements politiques ne permettent pas d'entrevoir ce cours de citoyenneté avant la rentrée 2016 au plus tôt.

J'ai pu voir l'appel de notre échevine de l'éducation, collectivement avec des mandataires en charge de la matière dans d'autres communes, pour un cours de la pensée et d'éducation à la citoyenneté. Je salue cette initiative proactive et positive dans un climat de latence. En effet, à partir de la rentrée scolaire qui s'annonce, tout un nombre d'enfants devront assister à un 'cours' dont le contenu est aujourd'hui encore indéfini. Nous sommes dans une situation ubuesque où un accord existe pour créer quelque chose qui serait en concordance avec notre Constitution mais où une transition passe par un flou total. La réflexion entamée par ce collectif d'échevins de l'éducation en dehors des clivages partisans me semble être à relever. J'aimerais donc avoir plus d'explication quant à la démarche et ses suites.

Pouvez-vous expliquer d'où vient cette démarche collective ? Vous plaidez pour la mise en place d'un cours de la pensée et d'éducation à la citoyenneté. Selon vous, que recouvre l'intitulé de ce cours ? Des thèmes liés aux religions, à leur histoire et à leur pensée en Belgique, seront-ils abordés ? Il me semble pertinent de ne pas occulter cette réalité et de permettre à chacun de comprendre sa propre culture et celle des autres pour améliorer le vivre-ensemble.

Estimez-vous que cette proposition pourrait être mise en œuvre dès la rentrée 2015 ? Avez-vous eu des retours de la Ministre de l'éducation de la Fédération Wallonie-Bruxelles ? Quel impact l'instauration d'un tel cours aurait sur le personnel enseignant, surtout parmi les professeurs de religion ou de morale non-confessionnelle ?

*Madame Dominique Clajot, échevine, donne lecture du texte repris ci-dessous.*

- Avant toute chose, je souhaite vous remercier pour cette interpellation qui amène à une réflexion pour le moins politique.
- Remettons la situation que nous connaissons aujourd'hui dans son contexte.

Les parents de Giulia, élève de 4<sup>ème</sup> année de l'enseignement secondaire, agissant contre la ville de Bruxelles et la communauté française, ont invoqué le droit pour chaque parent d'obtenir sur simple demande, une dispense de suivre un choix en matière d'enseignement de l'une des religions reconnues ou de morale non confessionnelle.

Ils ont expliqué ne plus souhaiter que leurs choix en matière d'orientation philosophique, qui ne devrait être que du ressort de leur vie privée, soient connus de tous, par le biais de l'inscription à un cours.

Ils ont fait valoir que le système, qui impose un choix entre une religion reconnue et « la morale non confessionnelle », se fondait, à l'origine sur le postulat selon lequel celle-ci revêtait un caractère neutre.

Ce qui ne correspond pas à la réalité actuelle, la laïcité étant entendue comme une

philosophie engagée impliquant l'adhésion à certaines valeurs autant que ne le sont les cours de religion.

Le cours de morale non confessionnelle ne possède dès lors pas la neutralité requise pour en faire une alternative valable aux différents cours de religion.

Notons à ce propos, que le cours de morale est intitulé, dans le décret neutralité de 1994 « cours de morale inspirée par l'esprit du libre examen » - ce qui permet que son titulaire soit autorisé à témoigner en faveur d'un système philosophique déterminé, et que, comme les professeurs de religion, les professeurs de morale aient le droit d'exprimer leurs convictions.

Le 12 mars dernier, l'arrêt de la cour constitutionnelle rendait facultative la fréquentation des cours dits philosophiques à l'école publique.

Suite à la décision de la cour constitutionnelle, la Ministre de l'éducation a diffusé un sondage, afin disait-elle de percevoir le nombre de dispenses qui seraient demandées et d'organiser l'encadrement des élèves concernés.

Dans nos écoles, sur +/- 1.100 documents remis 400 n'ont pas été récupérés et 78 ont annoncé le choix de la dispense.

Il faut cependant noter, qu'à l'époque la presse faisait la part belle au « cours de rien » et que certains parents ont préféré choisir un cours religion/morale plutôt qu'un cours dont ils n'avaient aucune connaissance de l'organisation et du contenu.

Nous pouvons donc imaginer que face à une alternative construite, enrichissante sur le plan personnel et exposée aux parents les résultats au sondage auraient été plus positifs. A l'époque la Ministre annonçait qu'elle souhaitait travailler en deux temps :

1. l'application de la décision de la cour en septembre 2015 ;
2. l'organisation du cours de citoyenneté en septembre 2016.

Aujourd'hui aucune décision n'a à ma connaissance été formulée, je dis à ma connaissance car la Ministre ne s'adresse pas aux PO, mais directement aux directions d'école, qui ont, à Evere, la courtoisie de nous informer ...

Hier, le gouvernement de Rudy Demotte devait se pencher sur le mécanisme devant offrir aux élèves de l'officiel d'être dispensés du cours de religion/morale. Le désaccord étant total, le point n'a même pas été abordé. Il reviendra sur la table du gouvernement de mercredi prochain.

Le problème est que les parents qui se verraient refuser la dispense pour leur enfant du cours de religion/morale risquent de déposer un recours et se verraient obtenir une réponse positive dans la mesure où il leur suffirait d'invoquer l'arrêt de la Cour constitutionnelle du 12 mars 2015 qui a estimé qu'on ne pouvait pas forcer les élèves à choisir entre religion et morale.

En clair, nous n'avons à quelques semaines de la rentrée aucune solution à proposer. Le ministre de l'Education, souhaite attendre 2016. Elle estime qu'agir plus rapidement risque de créer le chaos dans les écoles et qu'attendre septembre 2016, en revanche, permettra aux établissements d'organiser plus sereinement l'introduction de l'encadrement pédagogique alternatif – il faut en effet trouver des professeurs, mettre au point les matières à travailler, etc. La ministre ajoute que si des écoles veulent anticiper le mouvement et créer un système de dispenses dès 2015, rien ne s'y oppose. *Nous n'avons donc à ce jour, reçu aucune directive ni moyens d'organiser la prise en charge des enfants qui ne participeraient pas au cours religion/morale. A Evere, tout ceci ne concerne en ce qui nous occupe que des enfants en âge de scolarité primaire. Ce vide politique nous oblige à la prise de dispositions en vue de la rentrée scolaire prochaine.*

*Nous espérons donc que la ministre nous accorde les moyens en terme de personnel et l'autonomie en terme d'organisation pour 2015/2016.*

- Au-delà de cette décision, un groupe informel d'échevins bruxellois de l'instruction

publique se rencontrent depuis un certain temps autour des questions qui les préoccupent, tel le problème des places dans l'enseignement ou celui des doubles voir triple inscriptions ...

C'est ainsi que le 15 juin dernier, un certain nombre d'échevins, parmi lesquels 11 bruxellois ont donc fait une déclaration commune en faveur d'un cours d'histoire de la pensée et d'éducation à la citoyenneté commun à tous les élèves dans l'enseignement officiel obligatoire.

- Considérant qu'aujourd'hui la Belgique est multiculturelle, que l'un des fondements du service public est de s'adapter à l'évolution de la société et que le pacte scolaire date d'il y a 56 ans.

- Considérant d'autre part qu'il est indispensable de développer le vivre ensemble et de lutter contre les replis identitaires, ce que ne favorisent pas les cours dit « philosophiques » qui séparent les enfants en fonction du choix de leurs parents.

- Ces échevins demandent, d'une même voix, l'organisation d'un cours commun obligatoire de 2H / semaine qui devrait viser à l'acquisition de compétences dans 3 domaine :

1. Le questionnement philosophique – libre arbitre, esprit critique;
2. Le questionnement éthique dans le respect du pluralisme;
3. L'éducation citoyenne et responsable.

Ceci sans faire abstraction du fait religieux, de quelque obédience qu'il soit, de son histoire, de sa culture.

- Vous me demandez quel impact l'instauration d'un tel cours aurait sur le personnel enseignant, surtout parmi les professeurs de religion ou de morale non-confessionnelle ?

Il faut reconnaître que cette position inquiète ces professeurs qui se sentent menacés tant dans leurs convictions philosophiques que par rapport à leurs emplois.

Les professeurs de morale, désignés par les PO publics, sont obligatoirement porteurs d'un titre pédagogique et ont donc suivi le module neutralité. Leurs inspecteurs appartiennent eux aussi à la fonction publique.

Les professeurs de religions et leurs inspecteurs sont aujourd'hui désignés par leur organe chef de culte.

Si je ne minimise pas l'importance pour d'aucun de défendre son emploi, il en va d'un débat de société qui dépasse les intérêts personnels.

Les professeurs de religion pourraient eux aussi suivre les formations ad hoc et prendre en charge ce cours d'histoire de la pensée et d'éducation à la citoyenneté, à condition, bien sûr d'adhérer au principe de neutralité.

Je profite de l'occasion qui m'est offerte pour souligner que nos professeurs religion/morale sont très ouverts à collaborer dans leurs activités scolaires.

Il n'en est pas moins qu'il s'agit ici d'un débat qui dépasse largement les frontières de notre commune et qui ouvre la porte à une école rassembleuse.

Le 23 février 2015, la ministre de l'enseignement appelait les écoles à développer la lutte contre la violence et le terrorisme, contre les extrémismes, le radicalisme et le racisme mais aussi la défense des valeurs démocratiques, de la liberté d'expression, de l'égalité des chances, de la lutte contre les discriminations, de l'égalité entre les femmes et les hommes, du respect de l'autre et de sa différence, et du « vivre ensemble ».

Dans le climat actuel de questionnements, peurs, désinformation, replis sur soi, risques de polarisation entre groupes de citoyens aux origines diverses, l'école joue un rôle fondamental de « passeur de valeurs », de promotion du respect, de la tolérance et de la déconstruction des stéréotypes.

Voilà les seules réponses que je peux vous apporter à ce jour.  
Sachez que les échevins de l'instruction qui ont initié cette réflexion, sont rejoints par d'autres, qu'ils continuent leur travail et qu'une prochaine réunion est prévue le 7 juillet.

---

Levée de la séance à 21:30  
Opheffing van de zitting om 21:30

Le Secrétaire communal,  
De Gemeentesecretaris,

Le Président du Conseil communal,  
De Voorzitter van de gemeenteraad,

Dirk Borremans

Georges Pollet